

CUTE MAGAZINE

Revue d'organisation des
Comités Unitaires sur le Travail Etudiant

Numéro 5

Hiver 2019



TABLE DES MATIÈRES

3 Éditorial

5 Throwing Away the Ladder Again
by George Caffentzis

8 La culture du dévouement et le salaire de l'expression
par Marilou Craft

11 Les luttes des CUTE sont filles du mouvement du salaire au travail ménager
par Louise Toupin

16 Fric and Desire
par Morgane Merteuil

19 Faire sa place
par Virginie Jourdain

22 Les mouvements pour un salaire étudiant
par Aurélien Casta

25 An Open Letter to the Student Workers of Québec
by Ross Perlin

26 Appel étudiant à la grève des femmes
par le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base

28 Êtres invisibilisés*
par Stella Adjokê

Ont contribué à ce numéro du CUTE Magazine

RÉDACTION ET RÉVISION/Writing AND REVISION: Stella Adjokê, Dominique Bordeleau, George Caffentzis, Aurélien Casta, Mathieu Champagne, Marilou Craft, Mathieu Champagne, Boris Cvjetkovic, Viviane Forest, Anne-Sophie Hamel, Virginie Jourdain, Pierre-Luc Junet, David Lacombe, David Lacombe, Jean-Michel Laforce, Mathilde Laforge, Louis-Thomas Leguerrier, Camille Marcoux, Morgane Merteuil, Laurent Paradis-Charette, Ross Perlin, Amélie Poirier, Etienne Simard, Marie-Ève Simard, Valérie Simard, Louise Toupin, Marie-Ève Tremblay-Cléroux, Camille Tremblay-Fournier, Geneviève Vaillancourt, Alexandra Vaillant

TRADUCTION/TRANSLATION: Laurie Bissonnette, Nicholas Bourdon, Paolo Miriello, Ronny Nou-Khlot

Tous les textes sont traduits en anglais ou en français sur le site www.dissident.es.

COUVERTURE/COVER: Iris Boudreau

MISE EN PAGE/LAYOUT: Éloi Halloran, Mathilde Laforge, Bruno Le Héritte, Amélie Poirier, Katherine Ruault

DISTRIBUTION: On fait *toujours* notre possible!

ISSN: 2560-6565 (imprimé/print)

ISSN: 2560-6557 (en ligne/online)

* Camille Robert et Louise Toupin (dir.). *Travail invisible. Portraits d'une lutte féministe inachevée*. Remue-ménage : Montréal, 2018.

LA GRÈVE DES STAGES

POURSUITE D'UNE LUTTE INTERNATIONALE

Pendant la semaine du 19 au 23 novembre 2018, quelques 60 000 étudiant.e.s de plusieurs régions ont fait la grève de leur stage et de leurs cours afin de réclamer la rémunération de tous les stages. Cette semaine de mobilisation et de grève a rendu incontournable la question du travail étudiant et l'analyse féministe qui lui est intrinsèquement liée. Composée d'actions diverses et de prises de parole multiples dans les médias, elle a rendu visibles les nombreuses réalités des stagiaires à tous les niveaux d'études. C'est la concrétisation de l'arrêt du travail accompli par les stagiaires qui imposa le débat sur leurs conditions de travail, autant dans leur milieu de travail et dans leur école qu'au sein du gouvernement, des syndicats ou des ordres professionnels. C'est d'ailleurs durant la semaine de grève que les stagiaires ont vu les appuis d'autres groupes de travailleur.se.s salarié.e.s, de syndicats, d'organismes communautaires et de regroupements se multiplier¹. Malgré les menaces de sanctions et de reprise des heures manquées pour plusieurs, les stagiaires ont assumé individuellement leur arrêt de travail. La publication d'avis de grève co-signés et l'organisation de tournées de milieux de stages ont cependant collectivisé le débrayage. Surtout, la grève a permis d'ancrer les enjeux du débat dans une réflexion plus globale sur le travail invisible.

APRÈS DEUX ANS, IL EST TEMPS DE DÉFONCER DES PORTES

Dès la première journée de grève, le Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Jean-François Roberge concède que son gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, ignorent depuis des années dans quelles conditions sont mises les

étudiant.e.s en stage. Il enjoignait du même souffle les grévistes à « ne pas défoncer une porte ouverte »², en laissant entendre qu'il est tout à fait disposé à agir pour répondre à la revendication pour la rémunération des stages. Il demande donc du temps nécessaire pour documenter la situation des stages et ainsi déterminer lesquels mériteraient rémunération. Pour nous, il s'agit en fait d'une stratégie pour diviser les forces du mouvement, en établissant une hiérarchie non seulement entre les stages de prise en charge et les stages d'observation, mais également entre les domaines et les niveaux d'étude.

Mais le gouvernement caquiste n'est pas le premier à tenter d'ignorer les revendications des stagiaires, en refusant la rémunération des stages et la fin de leur exclusion de la *Loi sur les normes du travail*. C'est ainsi que s'explique la demande de compenser les stages et les internats³ lors des luttes précédentes où il était question de dédommager une partie du lourd fardeau financier assumé par les étudiant.e.s, sans nécessairement adresser les contrecoups d'une telle revendication. Ce n'est donc pas surprenant que la FECQ et l'UEQ⁴ se sont empressées, en novembre dernier, de se présenter comme des «modérées», entre la position du gouvernement et celle de rémunération qui est la nôtre⁵. Or, la compensation financière accordée pour les internats en psychologie et pour le stage final en enseignement entérine les intérêts corporatistes des disciplines concernées et la dévaluation du travail accompli par les étudiant.e.s lors de leur stage ou de leurs études. C'est pour cette raison que lors de l'adoption des mandats de grève pour le mois de novembre, l'importance de l'obtention d'un salaire pour

1. La liste complète des appuis est disponible sur le site grevedesstages.info.

2. Jessica Nadeau, « Le ministre Roberge invite les étudiants en grève à "rentrer en classe" », *Le Devoir*, 19 novembre 2018, <https://www.ledevoir.com/societe/education/541714/le-ministre-roberge-invite-les-etudiants-en greve-a-rentre-en-classe>.

3. Notamment la campagne menée par la CRAIES (Campagne de Revendication et d'Actions Interuniversitaires des Étudiant.e.s en Éducation) pour la compensation du stage 4 en éducation et celle menée par la FIDEP (Fédération interuniversitaire des doctorant.es en psychologie) pour la compensation de l'internat en psychologie.

4. Fédération étudiante collégiale du Québec et l'Union étudiante du Québec

5. Azeb Wolde-Giorghis, « Les étudiants du Québec manifestent pour des stages rémunérés », *ICI Radio-Canada*, 21 novembre 2018, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1137139/etudiants-manifestent-stages-remuneres-quebec>

tou.te.s a été martelée. Si les stagiaires dans les domaines traditionnellement masculins sont rémunérés et couverts par la *Loi sur les normes du travail*, pourquoi se contenter de conditions moindres pour les stagiaires dans les domaines traditionnellement féminins ?

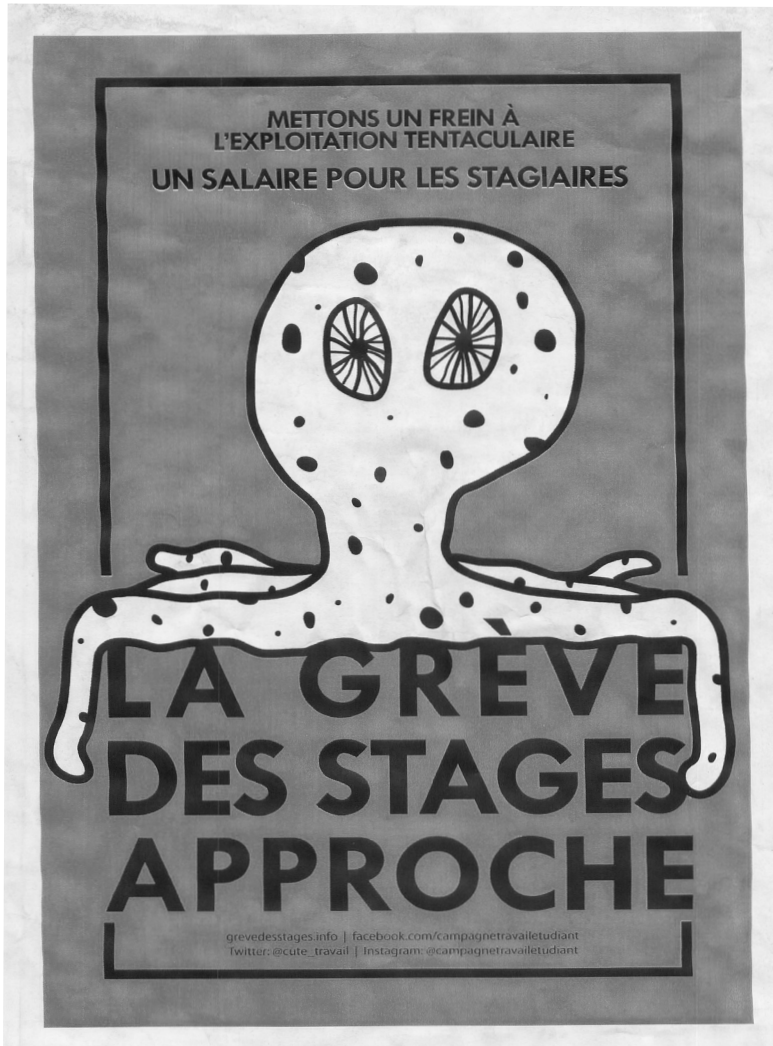
En effet, ces conditions, nous les connaissons trop bien. Pour nous, chaque heure impayée est une heure de trop. Bien souvent, les stages d'observation n'existent qu'à l'écrit, s'ils

du travail, peinent à joindre les deux bouts et à nourrir leurs enfants et doivent s'endetter pour compléter des stages non payés afin de se requalifier. Cette situation qui est la nôtre, est également celle qui est partagée par nos collègues et des millions de stagiaires, de personnes racisées, de femmes et de personnes non-binaires à travers le monde. Nous ne sommes pas les premier.ère.s à y faire face.

Suffit les plaidoyers fantoches d'ignorance de la situation des stages et les tentatives vaines de nous diviser. Le travail des stagiaires est important. La mobilisation et les perturbations du déroulement normal des stages continuera tant que le travail effectué ne sera pas reconnu. Et nous ne serons pas gêné.e.s de la défoncer la porte en déclenchant une grève générale illimitée des stages et des cours.

AU-DELÀ DU TRAVAIL GRATUIT DES STAGIAIRES

La campagne actuelle s'est construite en opposition au corporatisme et aux luttes sectorielles orientées vers un domaine d'études précis, qui, à défaut d'avoir un argumentaire commun à plusieurs domaines, reconduisent une hiérarchie des métiers et professions. Fondée sur une analyse féministe du travail, la lutte pour la rémunération de l'ensemble des stages permet le dépassement des frontières professionnelles et des lieux de travail. Elle permet d'aborder l'enjeu plus large, et trop souvent négligé, du travail impayé ou mal payé exigé dans les emplois traditionnellement féminins associés au travail reproductif, notamment dans l'éducation, les soins ou les arts. Elle permet également d'aborder d'autres sphères de travail gratuit et invisible, comme celui qui est réalisé dans la sphère domestique, qu'il soit ménager, sexuel et émotionnel, résultant en une double journée de travail qui incombe majoritairement aux femmes. L'exploitation du travail gratuit des femmes ne se restreint donc pas à un espace ou un moment, mais s'inscrit plutôt dans un continuum; de la maison au marché du travail, passant par la chambre à coucher et l'école.



existent. Pour plusieurs, un travail est attendu dès la première journée de stage, permettant de décharger les travailleur.se.s à bout de souffle et de ressources. Sans protection, les conditions de stage sont laissées à l'arbitraire des superviseur.e.s et des milieux de stage, vis-à-vis desquels les stagiaires n'ont aucun recours en cas de harcèlement sexuel ou psychologique, en cas d'accident ou de grossesse par exemple. Des étudiant.e.s abandonnent les études, se claquent des *burnout* dès l'entrée sur le marché

Ainsi, la formation, et plus particulièrement lorsque celle-ci inclut des stages, participe à l'intériorisation de la notion de « vocation », principalement pour les femmes, pour mieux justifier et camoufler les abus et l'exploitation. Les stages non rémunérés représentent une partie visible d'un rapport d'exploitation bien ancré qui extorque du temps, de l'énergie et du travail gratuit sous plusieurs formes souvent profondément normalisées socialement et internalisées par celles qui les subissent. Face à l'injustice que représente le travail non-rémunéré, les travailleuses disposent d'un seul levier d'action concret : l'interruption collective de ce travail. Pour nous, cela commence à l'école.

Il est fréquent, lorsque des grèves étudiantes s'organisent au Québec, que l'on attribue les spécificités, la force et le succès du mouvement étudiant à une militance progressiste d'exception proprement franco-québécoise. Or, cette édition du CUTE Magazine entend montrer que la campagne sur la rémunération des stages s'appuie sur des thèses féministes et s'inspire des expériences militantes qui dépassent les frontières du Québec. Dans ce numéro d'hiver, la parole est donnée à des intervenant.e.s aux horizons variés, de la France, des États-Unis et du Québec, et qui proposent des liens entre la lutte des stagiaires et d'autres sphères du travail gratuit. Ils et elles ajoutent donc leurs voix à celle des étudiant.e.s et des stagiaires en grève pour que cesse le travail gratuit. Cet hiver, sans salaire, il n'y aura pas de stagiaires!

THROWING AWAY THE LADDER AGAIN

George Caffentzis, *Professor Emeritus of Philosophy, University of Southern Maine (USA), and co-founder of the Midnight Notes Collective*

*My propositions serve as elucidations in the following way: anyone who understands me eventually recognizes them as nonsensical, when s.he has used them—as steps—to climb beyond them. (S.he must, so to speak, throw away the ladder after s.he has climbed up it.) - Ludwig Wittgenstein in *Tractatus Logico-Philosophicus*, 6.54, 1921*

FORTY+ YEARS AGO

More than forty years ago, I wrote an essay entitled “Throwing Away the Ladder: The Universities in the Crisis.” It was published in the inaugural issue of a journal titled *zerowork*¹. My essay ended with the following paragraphs:

However, what makes it easy for capital to impose and, if stopped, re-impose schoolwork is that it is unwaged work. Its unwaged character gives it an appearance of personal choice and its refusal an equally personal even

“psychological” symptom. So, ironically, though students consider themselves, at times, the most advanced part of the working class they still belong to the ranks of unwaged workers. This unwaged status has profound consequences for the student movement and the class struggle at this moment. First, because they are unwaged workers students can be cheaply used as workers outside schools and universities to reduce wage levels. Second, by being unwaged Capital can restructure the schools and increase intensity and productivity requirements at little cost; thus ROTC (Reserve Officers Training Corps) is making a come back on the university campuses because the Armed-Forces are paying \$100 a month for trainees; and this is just a more obvious example of the possibilities of dividing the student movement for a pittance.

The present political problem of the student movement is not that of a student-worker

1. Zerowork Collective 1975, *zerowork* 1. Brooklyn, NY.

*alliance and so of finding a “link” with the working class, simply because students are workers. Nor is it that of defending the public university as the place for “socialist” education and “unalienated, integrated” work, for the content of the class struggle is the struggle against work for wealth. Rather it must confront the capitalist strategy of control in the university crisis which is predicated on the wagelessness of students. Students can only attack their wageless status through a demand of wages for schoolwork. Such an autonomous demand directly counters capital’s plans for it can halt capital’s use of students against other workers and also make it difficult to divide students against each other. Capital has used wageless school work as a ladder to success, i.e., to successful exploitation, it is time we threw it away*².

2. George Caffentzis 1975. “Throwing Away the Ladder: The Universities in the Crisis,” *zerowork 1*, p.141.

3. *Ibid.* p.134.

4. Strike Debt 2014. *The Debt Resisters’ Operations Manual*. Oakland, CA and Brooklyn, NY: PM Press and Common Notions respectively, p.67. The numerical estimates are in nominal dollar terms.

In this essay I will sketch out what happened to the struggle against wageless schoolwork and the strategy of “throwing away the ladder” in the US. The ladder metaphor brings together the notion of a career ladder and the notion of a theoretical system that proves useful at the beginning of an investigation but then reveals itself to be nonsensical with the knowledge gained in the investigation.

1970-1975. THE REFUSAL OF IMPERIAL WAR WORK

I start with the great student strike against the expansion of the Vietnam War on May 1970 that is often remembered as the time of the massacre of students at Kent State and Jackson State by state forces. But what is often forgotten is the massive character of the strike against the war and the use of the universities as war-making machines. As Kirkpatrick Sale wrote demographically about that strike:

*More than half the colleges and universities in the country (1350) were ultimately touched by protest demonstrations, involving nearly 60% of the student population—some 4,350,000 people—in every kind of institution in every state of the Union...altogether more than 1800 people were arrested between May 1 and May 15*³.

Clearly, capital and the state had lost control of what the war in Vietnam and economic research in the 1960’s showed to be the importance of war work in the universities. “But how was control and productivity to be restored (and enhanced) in such a vital sector of the capitalist division of labor,” the generals and politicians asked? The path of repression was used initially as in the university massacres in Kent State and Jackson State. But it was a futile effort leading to more demonstrations and even more student war work refusal. Capital and its state planners needed something indirect but at the same time more effective.

1975-2008. THE PRICE COUNTER-REVOLUTION AND THE STUDENT LOAN DEBT CRISIS

The answer was found in the old capitalist categories: price and debt. A major counter-revolution was installed by capital and its state characterized by the commodification of academic knowledge that aimed to have students to pay for their education. Education at universities became a commodity, and a very expensive one at that! In the last three decades its average price increased 1,100%, (i.e., 11 times). Consider a concrete example of this increase of the price of academic knowledge as calculated by Strike Debt: “in 1976, a student at the University of California paid only \$646 in annual fees, by 2012 the bill had reached \$13,181”⁴.

Once such a high purchase price was attached onto academic knowledge, debt became inevitable for a student in a population whose average wage has barely increased (in “real” terms) since 1973. And what a debt! It was more than a \$1.5 trillion in the US in 2018. The total student loan debt is much more than the total credit card debt of the entire population in the US that in 2017 equaled \$1 trillion.

In other words, capital and the state put a price on academic education, but they still are treating student’s schoolwork (that expands the pool of academic knowledge

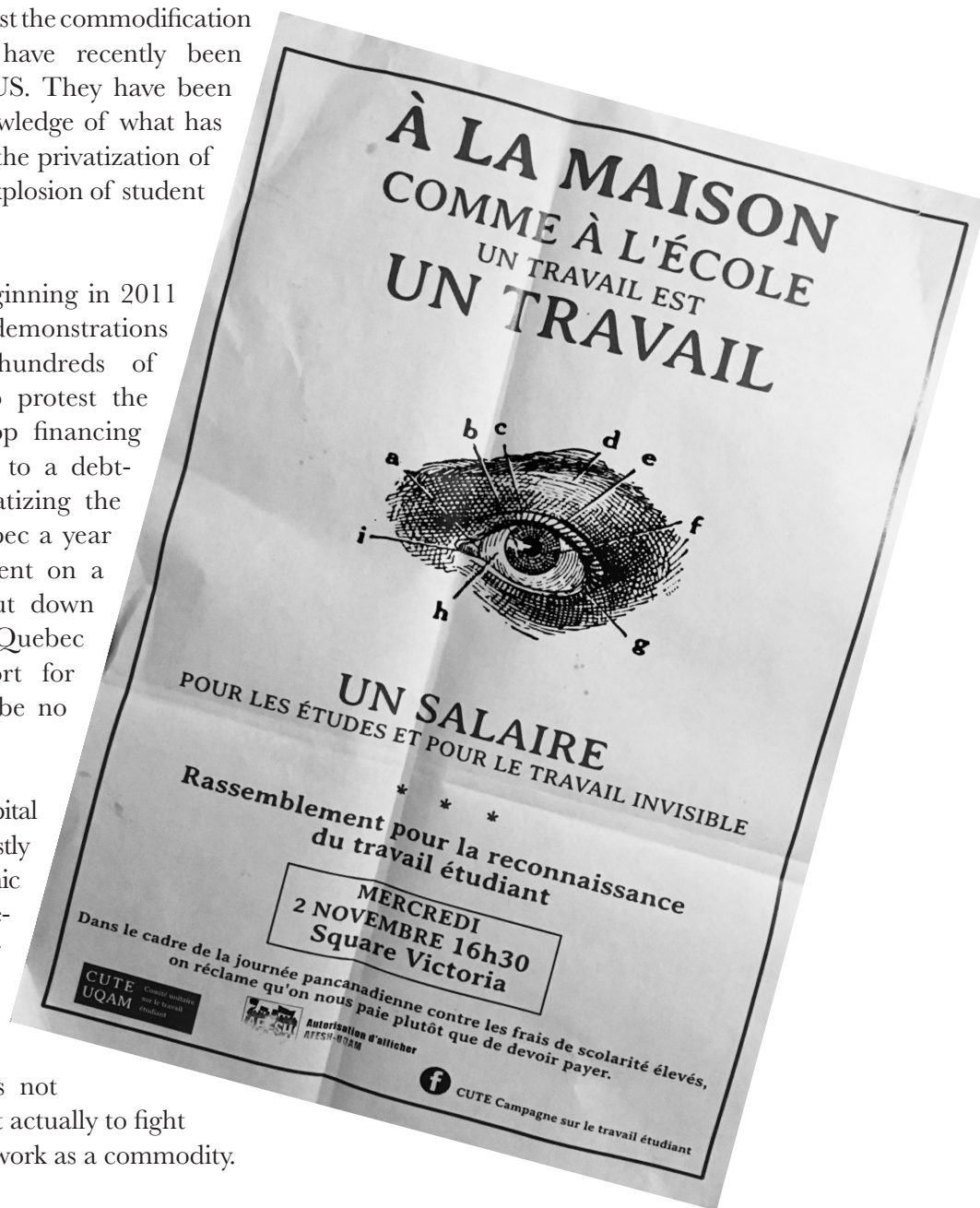
and trains much of the student population) to be valueless! This has led to a paradoxical situation: students have ended in debt in order to buy their own academic work instead of being paid for the work they do for capital in expanding academic knowledge and training future employees. What a fraudulent deal.

WHAT IS HAPPENING IN RESPONSE?

The mass movements against the commodification of academic education have recently been taking place outside the US. They have been partly inspired by the knowledge of what has happened in the US with the privatization of state universities and the explosion of student loan debt since the 1970s.

For example, in Chile beginning in 2011 students have launched demonstrations and strikes involving hundreds of thousands of students to protest the government's plan to stop financing the universities and turn to a debt-based method after privatizing the universities while in Quebec a year later 300,000 students went on a prolonged strike that shut down the university system in Quebec and gained mass support for their demand that there be no new tuition fee hikes.

But we must not allow capital and the state to unjustly both commodify academic education and to de-commodify students' labor power, which is what has happened in the US since the 1970s. The path to ending this injustice is not through more austerity, but actually to fight for the value of the schoolwork as a commodity.



HOW IS “WAGES FOR SCHOOLWORK” A “LADDER DEMAND”?

More than forty years ago I used the philosopher Ludwig Wittgenstein's ladder metaphor to claim that some demands can be used to transcend themselves like “Wages for Schoolwork”⁵. In fact, most demands are quite finite and are not capable

5. George Caffentzis, Monty Neill and John Willshire-Carrera 2016. *Wages for Students*. Brooklyn, NY: Common Notions.

of being used to transcend themselves; if anything, some demands like neo-liberal ones (e.g., “the more competition among students the better”) can be used to decrease students’ power to refuse their work and develop alternative forms of life and knowledge.

My political bet (40+ years ago and now) is that the discourse of knowledge and schoolwork as commodities is not about whether schoolwork is in actuality and for eternity a commodity. It is meant to be a ladder to go beyond capitalist knowledge, but *only as long as you do not forget to throw the ladder away once you have reached a higher stage*. The ascription of the concept of commodity to knowledge and student labor power can be useful political ladders, but only to climb up, not to make tourism and to scurry “home” to a lower level at the first sign of trouble.

LA CULTURE DU DÉVOUEMENT ET LE SALAIRE DE L’EXPRESSION

Entretien avec Marilou Craft

Marilou Craft est dramaturge, conseillère artistique, travailleuse culturelle, chroniqueuse et maintenant étudiante en droit... y a pas à dire, le travail gratuit, elle connaît ça. Depuis quelques années, elle dénonce sur différentes tribunes le racisme structurel dans le milieu du théâtre au Québec. Un article publié l’an dernier¹ pour exprimer ses réserves sur la pièce *SL AV* de Robert Lepage et Betty Bonifassi a semé la controverse et mené à d’importantes mobilisations contre le racisme et l’appropriation culturelle dans l’industrie de la culture. En vue de la grève à venir, elle s’entretient avec nous de différentes facettes de l’exploitation pour exprimer son soutien à la lutte des stagiaires.

1. Marilou Craft, « Qu'est-ce qui cloche... avec le prochain spectacle de Betty Bonifassi », *Urbania*, 5 décembre 2017, <https://urbania.ca/article/quest-ce-qui-cloche-avec-le-prochain-spectacle-de-betty-bonifassi/>

2. Les Brutes, « Le coût de l’expression », saison 3, épisode 39, *Télé-Québec*, <https://zonevideo.telequebec.tv/media/41484/le-cout-de-l-expression/les-brutes>

CUTE magazine : Il est largement reconnu que les stages non rémunérés sont principalement au programme dans les domaines traditionnellement et majoritairement féminins, liés au soin, au *care*. Or, il en est de même dans toutes les disciplines artistiques. Que penses-tu de la situation similaire entre ces deux milieux?

Marilou Craft : Les travailleuses culturelles sont aussi principalement des femmes! Et il y a effectivement une culture du dévouement dans le milieu culturel. L’art étant surtout perçu comme une passion — voire un loisir — plutôt qu’un travail, on considère normal de s’y consacrer pour peu ou rien du tout. Les artistes et travailleur.se.s culturel.le.s sont aussi soumis.e.s à une énorme pression pour travailler bien au-delà des heures rémunérées, sous peine d’être perçu.e.s comme des personnes manquant de sérieux ou de volonté. La précarité du milieu culturel incite également les personnes qui y oeuvrent à en faire toujours plus avec toujours moins. Par exemple, on peut couper des heures

à un.e employé.e tout en lui demandant d’accomplir la même charge de travail, ce qui peut mener à l’embauche de stagiaires pour combler le déficit. Ces stagiaires accomplissent finalement du travail qui devrait autrement être rémunéré. Pour ce qui est de la création, on ne dit pas assez souvent à quel point elle est peu accessible. Comment y consacrer du temps quand celui-ci est peu ou pas rémunéré et qu’on n’a pas déjà les moyens de subvenir à ses besoins de base? Au final, les voix des personnes les plus marginalisées ne parviennent pas à émerger.

CUTE magazine : Justement, dans une capsule vidéo réalisée avec *Les Brutes*, tu abordes la question du « coût de l’expression » pour désigner les répercussions inégales de la prise de parole publique². On y souligne l’uniformité flagrante des chroniqueurs et des chroniqueuses qui crient à la censure chaque fois que la pensée dominante est remise publiquement en question, des chroniqueurs et chroniqueuses régulier.ère.s et salarié.e.s, bien sûr. Y a-t-il aussi un salaire de l’expression?

Marilou Craft : Je crois qu'il y a un lien entre le salaire et la nature de l'expression. Avec la rémunération vient un certain rapport de pouvoir entre l'entité qui paie et la personne qui prend la parole. Cette dynamique peut placer ou maintenir la personne qui s'exprime dans une position vulnérable. Dans ce cas, faut-il nécessairement plaire pour conserver son salaire? Le fait d'exprimer des opinions à contre-courant peut-il mener à la perte d'opportunités? Certains discours rapportent-ils plus que d'autres? Certains propos peuvent mener à des clics et à des revenus, alors que d'autres peuvent provoquer un *backlash* effrayant pour les gens qui les expriment. Dans mon cas, critiquer un chevalier de la culture québécoise et conséquemment être considérée comme une terroriste mettant en danger la liberté de création, ce n'est probablement pas la meilleure stratégie pour m'assurer du travail dans le milieu culturel québécois. Au contraire, se positionner publiquement comme défenseur.e du travail des artistes peut contribuer à une bonne réputation dans ce même milieu. Cela influence nécessairement l'expression — les personnes qui détiennent un pouvoir d'embauche préfèrent-elles travailler avec des personnes « difficiles » ou avec des personnes moins susceptibles d'exprimer des réticences? Je suis certaine que certaines personnalités publiques ne pensent pas véritablement ce qu'elles disent, justement à cause du coût et du salaire de l'expression.

CUTE magazine : Crois-tu que tu aurais pu publier la même critique de la pièce *SLAV* si tu avais occupé un poste de chroniqueuse régulière et salariée ?

Marilou Craft : *Urbania* m'a offert un espace où développer ma pensée après avoir vu la réserve que j'avais émise sur *SLAV* sur ma page Facebook. Hormis une contrainte d'espace qui a limité l'écriture de mon premier texte, mes propos ont été publiés tels quels. C'est peut-être ce statut d'invitée qui a rendu cela possible, puisque mon discours demeurerait en quelque sorte indépendant. Je ne suis pas certaine que j'aurais pu faire la même chose en tant que chroniqueuse salariée dans un journal, par exemple. Je pense notamment à Fabrice Vil qui s'est vu retirer sa chronique dans *Le Devoir* alors qu'il était leur seul chroniqueur noir et qu'il y abordait régulièrement des enjeux raciaux. Ceci dit, les choses sont peut-être en train de changer: Fabrice Vil a maintenant une chronique dans *La Presse* et Dalila Awada commence tout juste une chronique dans le journal *Métro*, même si son activisme contre l'islamophobie ne fait pas l'unanimité. On se rend peut-être compte que les voix des personnes racisées sont sous-représentées dans les médias et qu'elles y ont leur place, même si (et peut-être parce que) leurs propos peuvent bouleverser le statu quo.

CUTE magazine : Tu as souvent dénoncé les structures racistes des institutions et industries culturelles au Québec, particulièrement dans le domaine du théâtre. Maintenant que tu étudies le droit, trouves-tu que c'est un milieu encore pire ou c'est du pareil au même?

Marilou Craft : Le racisme systémique est présent dans la société en général, donc dans tous les milieux et à tous les niveaux, pas uniquement au sein des institutions



**LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE
DU TRAVAIL ÉTUDIANT T'INTÉRESSE?**
FACILE DE RESTER INFORMÉ·E!

 **CUTE Campagne sur le travail étudiant**

 **grevedesstages.info**

 **cute.travail@gmail.com**

culturelles. Il se retrouve donc aussi dans les universités et dans la sphère juridique... Il suffit de se pencher sur la composition des cohortes depuis la fondation des facultés de droit pour le constater!

CUTE magazine : Effectivement, on retrouve par ailleurs des stages non rémunérés dans des domaines à forte prédominance de femmes racisées, souvent immigrantes, comme les soins infirmiers et l'éducation à l'enfance. Une question pour l'étudiante en droit : est-ce légal pour les employeurs d'embaucher des stagiaires sans les payer?

Marilou Craft : Une bonne chose à savoir, c'est qu'au Québec, les étudiant.e.s en droit n'ont pas le droit de donner des conseils juridiques et ne peuvent que transmettre de l'information! Donc, selon la *Loi* et le *Règlement sur les normes du travail du Québec*, certaines personnes salariées sont exclues de l'application de la norme sur le salaire minimum, dont les stagiaires dans un cadre de formation professionnelle reconnue par une loi ou dans un cadre d'intégration professionnelle.

Une meilleure protection des stagiaires serait possible par voie législative, mais pour cela, il faut qu'un projet de modification de loi soit proposé et adopté par l'Assemblée nationale. Il serait aussi possible pour le gouvernement d'adopter une politique de compensation financière via l'*Aide financière aux études*, par exemple. Le travail militant me semble donc nécessaire pour conscientiser la population et inciter les élu.e.s à générer de tels changements. Et là, ce n'est pas que l'étudiante en droit qui parle, mais aussi la citoyenne!

CUTE magazine : La revue *Droit Inc.* publiait l'an dernier un article intitulé «Fini l'esclavagisme des stagiaires!»³ pour nous apprendre que les offres de stages non rémunérés ne seront plus affichées sur le site de l'École du Barreau. D'ailleurs, chaque fois que se tient une grève des stagiaires, on voit apparaître des pancartes et slogans qui font référence à l'esclavage, parfois avec des

chaînes et tout ⁴. Est-ce que le travail gratuit est nécessairement de l'esclavage?

Marilou Craft : Le travail gratuit est une forme d'exploitation, bien sûr. Toutefois, il est important de rappeler l'historique et le sens premier du terme «esclavagisme». L'esclavagisme est un système dans lequel certaines personnes sont considérées légalement comme des biens meubles dont il est possible d'être propriétaire. Ce système prive légalement les esclaves non seulement de leur liberté, mais aussi de leur humanité. C'est pour justifier la colonisation et l'esclavage des populations africaines que l'idée de l'existence d'une infériorité raciale a émergé et s'est répandue. Esclavagisme et racisme sont donc intimement liés. Utiliser «esclavagisme» comme métaphore pour toute forme d'exploitation dénature en quelque sorte le terme, ce qui explique qu'on n'ait pas toujours pleine conscience de l'ampleur de l'horreur de la traite des personnes noires. Dans un contexte où il y a eu de l'esclavage au Québec et où il existe encore aujourd'hui dans le monde, c'est important de le souligner.

CUTE magazine : Au théâtre comme en droit, crois-tu que tu as à travailler plus fort que tes collègues masculins et blanc.he.s pour réussir tes études et percer dans le domaine?

Marilou Craft : À capacités égales, oui, je me heurte probablement à davantage de barrières, de préjugés et de biais inconscients que d'autres collègues appartenant à des groupes historiquement favorisés. Une comédienne racisée m'a déjà raconté s'être fait dire par son prof, à l'école de théâtre, de bien profiter de son rôle d'héroïne de tragédie grecque, car elle n'aurait plus jamais l'occasion de l'incarner à nouveau après sa sortie de l'école. Elle avait été choquée sur le coup, avant d'entrer sur le marché du travail et de constater qu'on ne lui offrait effectivement jamais de tels rôles. C'est ça aussi, la discrimination systémique : même si tout le monde reconnaît le talent de chacun.e, même si personne ne considère discriminer qui que ce soit personnellement, malgré tout, certaines personnes n'ont systématiquement

3. Delphine Jung, « Fini l'esclavagisme des stagiaires! », *Droit Inc.*, 1er mai 2018, <http://www.droit-inc.com/article22442-Fini-l-esclavagisme-des-stagiaires>

4. Voir par exemple l'image de cette action de visibilité à l'Université Laval; Raphaël Lapierre, « Le travail gratuit au service des dollars », *Impact Campus*, 27 novembre 2018, <http://impactcampus.ca/opinion/travail-gratuit-service-dollars/>

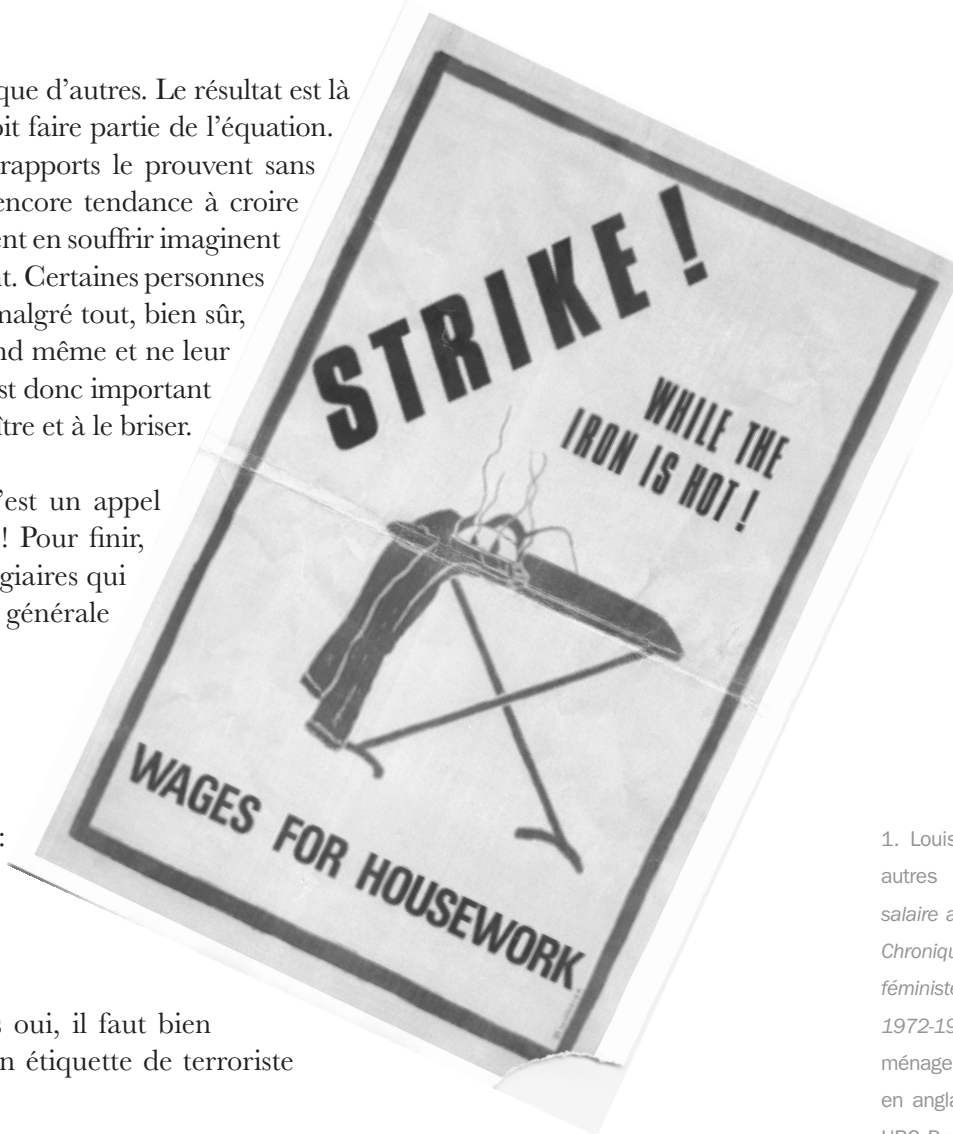
pas la même expérience que d'autres. Le résultat est là même si personne ne croit faire partie de l'équation. Nombre d'études et de rapports le prouvent sans cesse, et pourtant on a encore tendance à croire que les personnes qui disent en souffrir imaginent des choses et se victimisent. Certaines personnes parviennent à s'en tirer malgré tout, bien sûr, mais le *pattern* existe quand même et ne leur rend pas la vie facile. C'est donc important de travailler à le reconnaître et à le briser.

CUTE magazine : C'est un appel important que tu lances! Pour finir, un petit mot pour les stagiaires qui se dirigent vers la grève générale cet hiver?

Marilou Craft :
Je vous soutiens!

CUTE magazine :
Marilou Craft soutient la grève des stages, *folks, watch out!*

Marilou Craft : Mais oui, il faut bien être à la hauteur de mon étiquette de terroriste culturelle!



1. Louise Toupin est entre autres l'auteure de *Le salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale, 1972-1977*, Remue-ménage, 2014 (traduit en anglais en 2018 chez UBC Press et Pluto Press sous le titre : *Wages for Housework : A History of an International Feminist Movement, 1972-77.*). Avec Camille Robert, elle a codirigé *Travail invisible. Portraits d'une lutte féministe inachevée*, Remue-ménage, 2018.

LES LUTTES DES CUTE SONT FILLES DU MOUVEMENT DU SALAIRE AU TRAVAIL MÉNAGER

Louise Toupin, enseignante retraitée de l'UQAM et chercheuse indépendante. Sa militance féministe remonte au Front de libération des femmes du Québec (1969-1971). Elle est l'une des cofondatrices des éditions Remue-ménage en 1976¹.

La lutte actuelle des CUTE pour faire reconnaître le travail étudiant et celui des stagiaires non rémunéré.e.s dans les domaines d'emploi traditionnellement féminins peut se réclamer d'un ancêtre en ligne directe: le mouvement du salaire au travail ménager et sa perspective de lutte. Plus particulièrement celle du Collectif féministe international (1972-1977). Voyons cet héritage.

L'ITALIE, BERCEAU DU MOUVEMENT

Tout commence en juillet 1972, à Padoue en Italie. Mariarosa Dalla Costa, une militante

politique enseignant à l'Université de Padoue, organise une rencontre où elle soumet à une vingtaine d'autres militantes un texte pour discussion. Ce texte, *Donne e sovversione sociale* (Les femmes et la subversion sociale²), allait être la bougie d'allumage de la fondation du Collectif féministe international (1972-1977), lequel mènera à la formation du mouvement international du salaire au travail ménager. Ces militantes provenaient d'Italie, mais aussi du nouveau mouvement de libération des femmes de la mouvance marxiste hétérodoxe d'Angleterre, des États-

2. Voir Mariarosa Dalla Costa, « Les femmes et la subversion sociale », dans Mariarosa Dalla Costa et Selma James, *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, paru en italien et en anglais en 1972, et en traduction française en 1973 aux éditions Librairie Adversaire de Genève.

3. Il s'agit d'un courant critique du communisme italien des années 1960, appelé ensuite «marxisme autonomiste» ou «autonome».

4. « Entretien avec Mariarosa Dalla Costa », dans Louise Toupin, *Le salaire au travail ménager*, op. cit. p. 329.

5. Maria Pia Turri, « L'école du point de vue des femmes », dans Louise Vandelac (dir.) *L'Italie au féminisme*, Paris, Tierce, 1978, p. 174.

6. Gisela Bock et Barbara Duden, « Labor of Love-Love as Labor. On the Genesis of Housework in Capitalism », dans Altbach, Edith Hoshino ed. *From Feminism to Liberation*, Cambridge, Mass. Schenkman Publishing Company, 1980, p. 186.

Unis et de France, toutes nourries des écrits et des luttes des mouvements anticolonialistes, des droits civils, étudiant et opéraïste³ italien.

À l'issue de la rencontre, un manifeste est lancé, inspiré du texte de Dalla Costa, et à partir duquel se formeront ensuite divers collectifs du salaire au travail ménager en Angleterre, en Italie, aux États Unis, au Canada anglais, en Allemagne et en Suisse. Le travail des femmes y est analysé de manière tout à fait inusitée, et inaugure une aire inédite de luttes ainsi qu'une nouvelle stratégie : les luttes ne devaient plus s'organiser seulement dans l'univers du travail classique, l'usine et le bureau, mais depuis l'univers de la cuisine, de la maison, du quartier et de la communauté, incluant l'école, univers qualifié d'« autre usine », l'« usine sociale ». Les femmes en étaient le pivot. Or cette usine sociale est dissimulée derrière l'usine « économique ». Elle cache en réalité l'exploitation du travail gratuit et invisible des femmes à la maison, lequel contribue à la productivité même du système économique capitaliste, une productivité basée sur l'extorsion de ce travail. En effet, on découvrait dans ce travail invisible « l'autre pôle de l'accumulation capitaliste, l'autre voie par laquelle elle passe, c'est-à-dire la production et la reproduction de la force de travail⁴ ».

L'ÉCOLE, PROLONGEMENT DU FOYER

L'école, dans cette perspective, est conçue comme un des lieux les plus importants de la reproduction de la force de travail, même si le lieu central demeure le travail invisible fait à la maison. C'est sur ce travail en effet « que s'appuie ensuite celui qui se poursuit à l'école », écrira Maria Pia Turri, une militante du groupe de Padoue du salaire au travail ménager. Elle poursuit : «Derrière l'élève qui arrive à l'école, propre, les vêtements lavés et repassés et le ventre plein, il y a une femme qui a déjà fourni une somme de travail considérable. Or ce travail gratuit n'a jamais été reconnu». Et c'est ainsi qu'on peut dire que le travail ménager se déroule « à la fois en amont, autour et à l'intérieur de l'école⁵ ».

L'enseignement en effet profite de la haute spécialisation acquise par les femmes par un long processus d'apprentissage qui débute dès leur plus jeune âge. Celles qui enseignent se retrouvent massivement à l'école primaire, niveau scolaire comportant bon nombre de tâches affectives et psychologiques non rémunérées qui ont leur pendant dans le travail domestique et familial. Les personnes qui n'enseignent pas, comme les concierges, sont reléguées aux « travaux de femmes ». Les secrétaires pour leur part, effectuent nombre de tâches d'« épouses de bureau ». Il y a donc une spécificité des conditions de travail des femmes à l'école qui renvoie au travail ménager et reproductif gratuit. Quarante ans plus tard, les CUTE découvraient là tout un « matrimoine » de pensée où puiser un argumentaire solide pour déployer leurs luttes.

Au milieu de la décennie 1970, cette analyse était tout à fait nouvelle et comportait des implications politiques et stratégiques majeures. Jamais auparavant ni la place des femmes dans l'organisation sociale et dans l'école, ni leur travail n'avaient été vus de cette manière : on ne parle plus d'expression « naturelle » de la féminité, mais bien d'un travail qui englobe l'ensemble des activités humaines par lesquelles la vie est produite et reproduite. Plus exactement, on parle du travail qui consiste à fournir à la société des êtres humains qui peuvent fonctionner jour après jour, c'est-à-dire du travail de produire, reproduire, renouveler et restaurer la force de travail des individus. Bref, de créer et de maintenir la vie et le tissu social, d'offrir des soins aux personnes, d'éduquer et de socialiser les enfants et de produire des citoyen.e.s. Il s'agit d'un travail de «reproduction sociale», comme on le qualifie maintenant, lequel constitue la précondition de la productivité du travailleur salarié. Et c'est ce travail qui définit la place des femmes dans la famille, et aussi ailleurs dans la société: « Les femmes ne sont pas seulement le “cœur de la famille”, elles sont aussi le “cœur du capital” », écriront Gisela Bock et Barbara Duden du collectif allemand du salaire au travail ménager⁶.

Même si ce travail et les rapports sociaux qu'il implique se déclinent fort différemment selon les classes sociales, les provenances géographiques, les appartenances culturelles, ethniques, sexuelles ou « raciales », il était vu par les militantes du mouvement comme étant « le plus petit dénominateur commun parmi toutes les femmes de tous les pays ».

UNE THÉORIE CONÇUE POUR L'ACTION

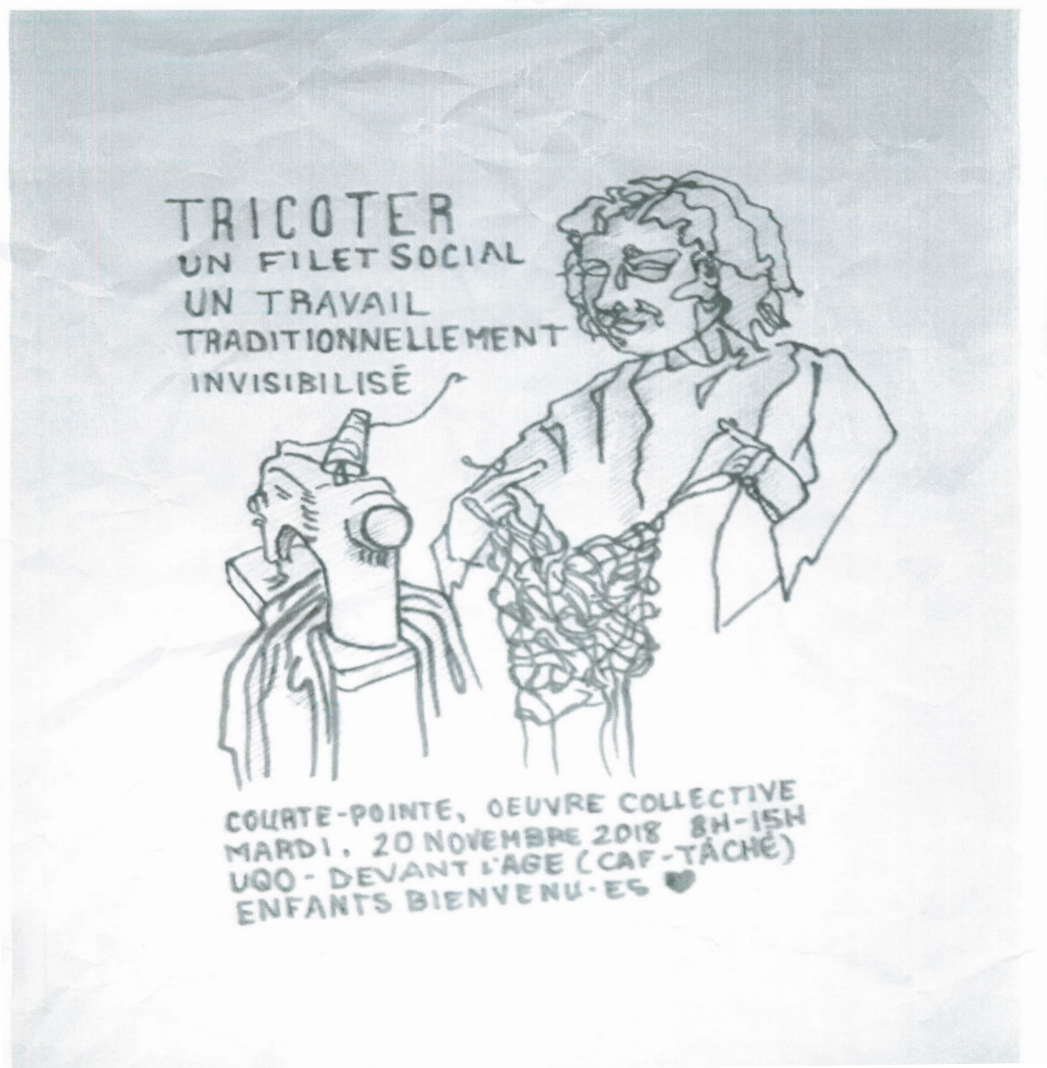
Autre singularité du système de pensée du salaire au travail ménager : il s'agit à la fois d'une théorie conçue pour l'action, et à la fois d'un outil pour les luttes, les deux réunis dans un même élan, dans un projet d'émancipation. Cette singularité du mouvement, on la retrouvait aussi dans la conclusion politique tirée de cette forme d'exploitation qu'est le travail ménager gratuit et invisible : si la famille est un centre

de production, essentiel au capitalisme et à la vie même, elle peut aussi être un centre de subversion. La singularité se retrouvait de même dans la nouvelle aire de luttes qui était proposée : si les femmes refusent d'y travailler et se joignent aux autres femmes pour lutter contre toutes les situations qui présupposent que les femmes restent à la maison et sont en disponibilité permanente au service de la famille 24 heures sur 24, elles peuvent alors déstabiliser l'un des piliers qui portent l'actuelle organisation capitaliste du travail, à savoir la famille patriarcale. Elles peuvent détruire le rôle de ménagère et subvertir le processus d'accumulation du capital.

La contre-stratégie proposée, « depuis la cuisine⁷ », s'incarnait dans une campagne et un slogan : « Salaire au travail ménager ». Ou sa variante, plus révélatrice de l'esprit de la campagne : « Salaire *contre* le travail ménager⁸ ». Ce dernier slogan soulignait

7. Voir Silvia Federici et Nicole Cox «Counter-Planning from the Kitchen», dans Altbach, Edith Hoschino, op.cit. p. 271-286.

8. Voir Silvia Federici, *Wages against Housework*, Bristol et Londres, Power of Women Collective et Falling Wall Press, 1975.



plus nettement la volonté de subvertir ce rôle imposé aux femmes et non de le consolider, comme l'objectaient les opposant.e.s à cette stratégie, qui s'entêtaient à parler d'un «salaire à la ménagère». Le libellé du slogan était d'ailleurs explicite : il s'agissait de salarier un *travail*, quelle que soit la personne qui l'exécute, ce qui « dégenrait » la proposition, ouvrant ainsi aux hommes l'accès à ce travail, et la possibilité d'y recevoir un salaire.

LE SALAIRE COMME RÉVÉLATEUR DU TRAVAIL INVISIBLE DES FEMMES

Pour le mouvement international du salaire au travail ménager, le slogan du salaire n'a jamais été pensé ou articulé en termes de plateforme politique de revendications, avec données chiffrées et stratégies de lobbying ciblées, du moins durant la période 1972-1977. La revendication se voulait « une base, une perspective de départ ⁹ » pour politiser le travail ménager et de reproduction sociale, pas une fin en soi.

Sa puissance mobilisatrice résidait dans son potentiel symbolique et sa capacité de dévoiler l'étendue de l'invisibilité et de la gratuité du travail reproductif sur Terre, cette « racine matérielle de notre dépendance ¹⁰ », et le profit qui était tiré du labeur des femmes. Il s'agissait de couper symboliquement le cordon ombilical qui relie le travail domestique à la « nature » des femmes. Bref, la revendication d'un salaire se voulait un révélateur du travail invisible, un outil de mobilisation et de conscientisation.

Ce dédommagement, revendiqué en termes de salaire, comportait un potentiel subversif certain dans l'esprit des militantes, signifiant dans les faits non seulement un changement des conditions du contrat de l'institution matrimoniale et du rapport de pouvoir patriarcal qui lui était sous-jacent, mais aussi un bouleversement des mesures traditionnelles du salaire et du travail au fondement du système capitaliste. Le tout en s'attaquant à la division hiérarchique du travail entre salarié.e.s et non salarié.e.s, entre le travail de production des biens et le travail

de production et de reproduction de la force de travail des individus. C'était s'attaquer à la division hiérarchique hommes-femmes, et à l'organisation du travail dans son ensemble. Il s'agissait, avec cette revendication, de « miner le capitalisme » et non à s'y inscrire. Il impliquait une réappropriation de la richesse sociale produite gratuitement et sa redistribution.

Il faut noter que la revendication pouvait s'articuler de moult manières, sous plusieurs formes, et s'étendre aux conditions d'exercice du travail de reproduction au sens large, comme les luttes en faveur de l'avortement et de la contraception, les dénonciations de certaines pratiques d'obstétrique et de gynécologie, la création de centres d'auto-santé. La revendication pouvait servir aux mobilisations visant à rendre visible le travail de reproduction sociale inhérent à l'école, cette dernière étant vue comme un lieu de recomposition politique des femmes qui y gravitaient autant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La revendication pouvait aussi s'exprimer dans le droit à des logements salubres et abordables, à des services de proximité, aux espaces verts, à l'air pur, aux garderies accessibles aux femmes au foyer et sous leur contrôle, et à toute socialisation du travail ménager susceptible de réduire le temps de travail. Bref : « Il n'y a pas une seule manière d'exprimer notre demande de salaire ménager », résumait le collectif du salaire au travail ménager de Genève, L'Insoumise : « Sur la médecine, sur les services sociaux, partout on peut s'organiser dans la perspective du salaire ménager ».

UNIR LES FEMMES

Un grand objectif sous-tendait la perspective de pensée du salaire au travail ménager : celui d'unir les femmes. Unir les femmes par-delà les divisions qui les séparent. Selon l'une des formules du mouvement, « La ménagère à temps plein est la secrétaire ou l'infirmière d'aujourd'hui et la serveuse d'hier ou de demain ». Celles qui étaient salariées redevenaient des ménagères une fois rentrées à la maison, après avoir œuvré le

9. Mariarosa Dalla Costa et Selma James, *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, op. cit., p. 71, n°17.

10. Lotta Femminista de Modène, «Émilie : services sociaux», dans Collectif L'Insoumise, *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*. Genève, Collectif L'Insoumise, 1977, p. 21.

jour dans des secteurs spécialisés associés au travail domestique. Les femmes salariées et non salariées se trouvaient en réalité à être les mêmes personnes. D'où le slogan qui circula beaucoup à l'époque : « Toutes les femmes sont d'abord ménagères ». L'analyse de l'école comme prolongement du foyer et comme lieu de reproduction de la force de travail ouvrait de toutes nouvelles perspectives de lutte, dont celle de « dégager les intérêts communs des femmes [...] en brisant la division fondamentale entre femmes salariées et non salariées ». Il s'agissait donc de faire de l'école un lieu d'organisation et de lutte avec les autres femmes pour détruire les rôles qui les maintiennent divisées, plus spécifiquement « le rôle féminin basé sur le travail gratuit¹¹ ».

La mobilisation autour de l'exploitation du travail gratuit constituait donc une force potentiellement très rassembleuse. Là résidait une possibilité d'alliances au-delà des différences qui divisent la catégorie femmes, estimaient les militantes. Elle fournissait un fil conducteur reliant plusieurs aspects autrement incompréhensibles de la situation discriminatoire vécue par des femmes et leur persistante pauvreté sur Terre. Elle mettait en relation diverses composantes de la vie des femmes en en faisant voir les continuités, et en en proposant une compréhension globale pour lier luttes féministes et luttes anticapitalistes. Comme l'exprimait Silvia Federici, l'une des cofondatrices du Collectif féministe international en 1972, la perspective du salaire au travail domestique nous a « permis de penser ensemble un ensemble hétérogène d'activités - comme les travaux domestiques, l'agriculture de subsistance, le travail du sexe, des soignant-e-s, de l'éducation formelle et informelle - et de les reconnaître comme des moments de la reproduction sociale, de la force de travail¹² ».

LIBÉRER UNE STRATÉGIE DE LUTTE

Au total, le salaire au travail ménager est demeuré davantage une perspective générale de lutte, une perspective « qui libère une stratégie de lutte », qu'une revendication formelle. Et de fait, la revendication a été un

outil de sensibilisation sans pareil, un slogan pour rendre visible le travail invisible des femmes, pour dévoiler son prolongement dans la sphère publique, son contenu multi-tâches, ses multiples sites, et aussi la pauvreté des femmes et leur situation de dépendance financière.

Durant la période étudiée, les groupes du Collectif féministe international d'Italie, d'Angleterre, des États-Unis, du Canada anglais, d'Allemagne et de Suisse, ont traduit la théorie dans plusieurs mobilisations et dans plusieurs espaces sociaux, où chaque thème ou lieu de lutte devenait autant d'occasions de politiser tel ou tel aspect du travail de reproduction sociale qui apparaissait porteur de la revendication d'un salaire pour/contre le travail ménager. Ainsi en fut-il pour les allocations familiales et d'aide sociale, l'avortement et la santé des femmes, les sexualités, les équipements collectifs, l'école, les refuges pour femmes, les situations des infirmières, enseignantes, serveuses, mères lesbiennes, secrétaires et prostituées, etc. Chacune de ces luttes était vue et analysée à travers la lunette du *travail*, jusque là invisible. Dans chacune d'elles, des liens étaient établis avec le travail invisible et gratuit des femmes à la maison. C'était là l'axe central des mobilisations.

QUELLE RÉSONANCE AUJOURD'HUI ?

Ma préoccupation de départ à l'origine de mon livre sur l'histoire du Collectif féministe international s'exprimait dans cette question: comment ce mouvement, vieux de plus de 40 ans maintenant, peut-il trouver résonance aujourd'hui ? Comment cette pensée peut-elle être réinvestie et offrir des outils d'analyse pertinents pour aborder la division sexuée du travail, la critique des systèmes dominants et des différents rapports sociaux qu'ils engendrent ?

À l'automne 2016, quelle ne fut pas ma joie de voir cette perspective revivre à nouveau dans la création des CUTE, et servir d'argumentaire à la revendication de la reconnaissance monétaire des stages

11. Maria Pia Turri, *op. cit.*, p. 178.

12. *En marge de Caliban et la sorcière de Silvia Federici. Entretien avec l'auteure.* Montréal, La Sociale, 2014, p. 14.

1. Gary Assouline, « Le camion "Sugar Daddy" accusé d'encourager la prostitution étudiante a été saisi », *Huffington Post*, 26 novembre 2017, https://www.huffingtonpost.fr/2017/10/26/le-camion-sugar-daddy-accuse-dencourager-la-prostitution-etudiante-a-ete-saisi_a_23257057/

2. Fédération des Associations Générales Etudiantes, *Prostitution étudiante, la FAGE poursuit en justice une plateforme de rencontres*, 25 novembre 2017, <https://www.fage.org/news/actualites-fage-federations/2017-10-25.fage-prostitution-etudiante-la-fage-poursuit-en-justice-une-plateforme-de-rencontres.htm>

3. Observatoire des inégalités, *La pauvreté augmente chez les plus jeunes, mais n'épargne pas les plus âgés*, 15 mai 2018, <https://www.inegalites.fr/La-pauvrete-augmente-chez-les-plus-jeunes-mais-n-epargne-pas-les-plus-ages>

4. Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, Article 18, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032396046&categorieLien=id>

étudiants dans les domaines de travail traditionnellement féminins, jusqu'ici « bénévoles », et celle d'un salaire étudiant ! Les CUTE ont trouvé dans cette perspective une richesse de pensée où puiser des outils pour l'action. Ce chapitre oublié de l'histoire des luttes féministes et son trésor d'idées heuristiques sont enfin reconnus et incarnés dans des luttes actuelles, et relancent du fait même les luttes sur le terrain de la reproduction sociale.

Les analyses et les luttes des CUTE sont filles de la stratégie du salaire au travail ménager. Elles constituent le volet étudiant de la lutte pour la reconnaissance du travail de reproduction. Il s'agit d'une lutte pour rendre visible un travail ! « Ras-le-bol d'être bénévole ! » Les CUTE n'ont jamais cru si bien dire !

FRIC AND DESIRE

Morgane Merteuil, *militante féministe et ancienne secrétaire générale du Syndicat du travail sexuel (France)*

Peu après la rentrée étudiante 2017 en France, un véhicule publicitaire stationnant près d'une université parisienne fit scandale. Faisant la promotion d'un site de rencontres du type « sugar daddy-sugar baby ¹», il fit immédiatement l'objet d'une plainte d'un syndicat étudiant². S'il est toujours légitime de dénoncer ceux qui ne voient dans la précarité étudiante qu'une occasion de faire des profits, force est de constater que la stigmatisation particulière de l'industrie du sexe par rapport aux autres industries employant des étudiant.e.s n'aide en rien ces dernier.e.s. En France, entre 2004 et 2015, les jeunes entre 18 et 29 ans ont été la catégorie pour laquelle la progression du taux de pauvreté fut la plus forte (de 8 % à 12,5 %)³, et il est permis de croire que la situation ne s'était pas améliorée au moment où le camion décrié sillonnait les quartiers étudiants de Paris.

Alors que ces taux de pauvreté chez les jeunes peuvent certainement expliquer le potentiel succès des sites de rencontres tarifées, ce contexte économique n'est pourtant pas mentionné dans la *Loi française renforçant la lutte contre le système prostitutionnel* (2016), établissant notamment la pénalisation des client.e.s. La lutte contre la prostitution des jeunes n'y fait l'objet que d'un seul article, établissant qu'« une information sur les réalités de la prostitution et les dangers de la marchandisation du corps est dispensée dans les établissements secondaires ⁴». La prostitution étudiante serait ainsi causée par

la seule méconnaissance de ces réalités, et non parce que la connaissance de ces « dangers » n'a souvent que peu de poids face au besoin de se loger, se nourrir, ou acheter des livres. Pour des étudiant.e.s en situation de précarité, en France comme au Québec, le travail du sexe peut en effet apparaître comme un moyen permettant de financer ses besoins quotidiens, un moyen temporaire de faire tenir ensemble les divers impératifs de la vie étudiante, jusqu'à l'obtention d'un « vrai » travail. Mais encore faut-il que ce « vrai » travail paie.

Or, comme est en train de brillamment le rappeler le mouvement pour la rémunération de tous les stages au Québec, tout travail ne paie pas. Notamment, celui exercé par les femmes en contexte de stage, ne paie pas. Il est donc permis de penser que dans ce contexte, travailleur.se.s du sexe et stagiaires non-payé.e.s sont deux groupes qui, en certains endroits, n'en font qu'un. Mais alors que le travail du sexe peut apparaître comme un moyen de compenser pour ces stages non-payés, on s'offusque du travail du sexe, plutôt que de la précarité des étudiant.e.s. Dans le même temps, les femmes sont supposées étudier pour acquérir l'indépendance économique que peut permettre un emploi qualifié, et déjà disposer des ressources leur permettant de gagner leur vie durant ce temps de travail non-rémunéré. La condition de réalisation de ces stages non-payés est donc la dépendance des stagiaires à un.e conjoint.e, une famille, ou des patron.ne.s qui leur fournissent ces ressources. La volonté

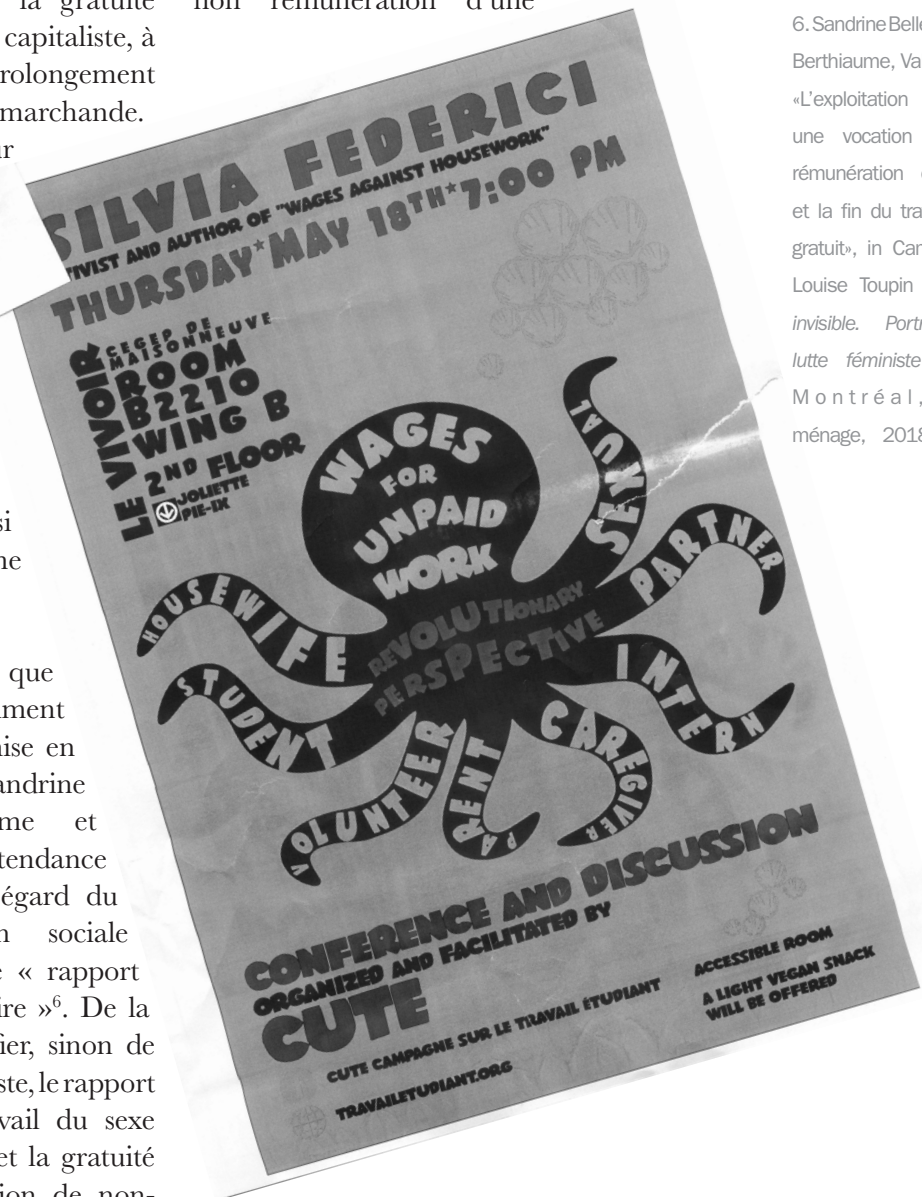
de préserver ce système de stages non-payés apparaît inséparable de la volonté de préserver cette dépendance des stagiaires (et notamment, des stagiaires femmes), une dépendance qui a bien souvent son lot d'exploitation, de harcèlement et de violences.

LA GRATUITÉ, TOUJOURS UNE « ZONE À DÉFENDRE » ?

Loin d'être la condition permettant à certaines activités d'échapper aux dynamiques d'aliénation que l'on retrouve dans les sphères marchandes, la gratuité apparaît donc, dans l'économie capitaliste, à la fois comme la condition et le prolongement de la sphère (officiellement) marchande. Plus précisément, et pour reprendre les mots de Maud Simonet dans son récent ouvrage consacré au travail gratuit, celui-ci « s'inscrit donc à double-titre dans les brèches de l'emploi » dans la mesure où « il maintient la croyance dans le fonctionnement du marché du travail, et participe ainsi largement à reproduire le système tel qu'il est ⁵ ».

Malgré ce contexte, il apparaît que certain.e.s professeur.e.s notamment continuent de s'opposer à la mise en place d'un salaire étudiant. Sandrine Belley, Annabelle Berthiaume et Valérie Simard qualifient cette tendance « à évacuer toute critique à l'égard du mécanisme de reproduction sociale que constitue l'éducation » de « rapport nostalgique à l'institution scolaire »⁶. De la même manière, on peut qualifier, sinon de nostalgique, ou du moins d'idéaliste, le rapport de certaines féministes au travail du sexe lorsqu'elles présentent le désir et la gratuité de la sexualité comme condition de non-aliénation de celle-ci. La thèse partagée par bien des militant.e.s contre la reconnaissance du travail du sexe comme travail postule que dans la mesure où le rapport prostitutionnel ne découlerait pas d'un désir réciproque entre

les individus impliqués, puisque la condition de sa réalisation est la rémunération de l'un.e des partenaires par l'autre, il s'inscrirait dans le continuum des violences sexuelles. D'un côté, désir, gratuité et « zone à défendre », de l'autre, rémunération, violence et marchandisation. Les féministes matérialistes et marxistes ont pourtant bien montré que ce n'était pas la « nature » d'une activité qui détermine combien elle sera rémunérée, mais bien la situation de l'activité dans les rapports de production capitaliste. De là, il n'y a aucune raison de considérer que la non rémunération d'une



5. Maud Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Textuel, 2018, p. 138-139.

6. Sandrine Belley, Annabelle Berthiaume, Valérie Simard, « L'exploitation n'est pas une vocation ! Pour la rémunération des stages et la fin du travail étudiant gratuit », in Camille Robert, Louise Toupin (dir.), *Travail invisible. Portraits d'une lutte féministe inachevée*, Montréal, Remue-ménage, 2018, p. 151.

7. Slogan notamment utilisé par des militantes de la campagne *Wages for Housework* lors de la marche pour la journée internationale des femmes à New York en 1977. J.C. Pan, «Love's Labor Earned», *Dissent Magazine*, Winter 2017, <https://www.dissentmagazine.org/article/loves-labor-earned>

8. Voir Giovanna Franca Dalla Costa, *The Work of Love: Unpaid Housework, Poverty and Sexual Violence at the Dawn of the 21st Century*, Autonomedia, 2006.

9. Véronique Cloutier et Camille Tremblay-Fournier, « Rémunération: la fin du dévouement ? », *CUTE Magazine*, Automne 2018, <https://dissident.es/remuneration-la-fin-du-devouement/>

10. Joan W. Scott, «Émancipation et égalité : une généalogie critique», *Contretemps*, mars 2014, <https://www.contretemps.eu/emancipation-et-egalite-une-genealogie-critique/>

11. «FDA approves 'Female Viagra' pill to increase sex drive », *USA Today*, 18 août 2015, <https://eu.usatoday.com/story/news/health/2015/08/18/fda-approves-female-viagra-pill-increase-sex-drive/31952769/>

activité garantit qu'elle échappe aux rapports capitalistes.

« L'AMOUR NE PAIE PAS LES FACTURES »⁷

De même que le mythe de l'amour romantique⁸ a servi depuis des siècles à extorquer le travail domestique et sexuel des femmes, le mythe néolibéral de l'épanouissement dans son travail sert à l'extorsion du travail productif. La persistance de ces mythes tient beaucoup à l'idée qu'il serait illégitime de la part des personnes extorquées de réclamer davantage que ce que cette extorsion est supposée leur apporter : aux unes, la satisfaction personnelle d'être une vraie fée du logis, et éventuellement du plaisir sexuel, aux autres, une formation professionnelle. Si le dévouement féminin fut longtemps glorifié⁹, la réappropriation de certains progrès des luttes féministes par l'idéologie néolibérale de l'épanouissement personnel promeut l'idée qu'il ne s'agit plus, pour les femmes, de se sacrifier dans le travail domestique et sexuel, mais de trouver son plaisir dans ces activités, d'en faire ce qui répond à notre désir.

Dans un article consacré à l'émancipation, l'historienne féministe Joan Scott, dénonçant certains discours qui stigmatisent les femmes musulmanes supposées sexuellement opprimées de par leur religion, écrit que: « l'accent placé sur une sexualité libérée (qu'elle soit hétéro ou homosexuelle) fait écho au désir de consommer qui sert de moteur au marché, et permet de détourner l'attention des injustices économiques et sociales qui résultent de la discrimination et des formes structurelles de l'inégalité ¹⁰». Autrement dit, dans un contexte néolibéral, la reconnaissance des femmes comme sujets permise par les luttes féministes devient principalement la reconnaissance d'une subjectivité capable d'agir selon ses désirs, sans s'interroger sur les conditions de production de ces désirs, ni sur les conditions permettant de les satisfaire. Au-delà de la

sexualité, on pourrait également évoquer la question de la maternité : si elle répond à un désir d'enfanter, alors sa gratification se retrouverait dans sa réalisation-même. Or, en dépit du bonheur certain qu'elle peut apporter, la maternité s'accompagne également, dans nos sociétés, de violences médicales et de surmenages : on reconnaît la somme de travail qu'implique la maternité lorsqu'il s'agit, à bien peu de frais, de rappeler que nos mères sont des héroïnes, mais on l'oublie dès lors qu'il s'agit de punir exemplairement celle qui exprime radicalement et violemment son refus du travail par l'infanticide. Peu importe que la sexualité hétérosexuelle soit en grande majorité insatisfaisante pour les femmes, tant sur le plan physique qu'émotionnel : à défaut d'en tirer une satisfaction monétaire qui nous exposerait au stigmate soit de femme vénale et de *pute*, soit de victime suprême qui ne saurait trouver d'autre satisfaction dans le sexe, le nouveau marché du viagra féminin permet désormais de venir réparer notre manque de désir¹¹.

Si ces éléments de réflexion peuvent sembler anecdotiques, ils nous rappellent que des expériences aussi intimes, et que l'on aimerait aussi étanches que possibles à la sphère marchande, que la maternité et le sexe, sont déterminées par l'organisation capitaliste de la société. Dans ce contexte, il est au mieux naïf de penser que l'université, l'entreprise ou les institutions, pourraient aujourd'hui constituer de véritables « zones de gratuité » non déterminées par leur situation dans une société néolibérale, et que c'est la rémunération d'activités jusqu'ici effectuées gratuitement qui ouvrirait la porte à la marchandisation de ces secteurs et à l'aliénation de celles et ceux qui y travaillent. La porte de l'université leur est déjà grande ouverte : il s'agit donc désormais de les accueillir comme il se doit, en donnant aux étudiant.e.s les moyens adéquats de se défendre.

FAIRE SA PLACE

Virginie Jourdain, artiste, commissaire d'expositions et travailleuse culturelle féministe

Mon premier travail gratuit en art, c'était à 17 ans. Aujourd'hui j'en ai 38. J'ai expérimenté récemment ce qu'était le *burn out*.

J'avais vécu le chômage de ma mère; j'ai été marquée par son stress et sa peur de la précarité durant mon enfance. Elle nous a élevées, moi et ma soeur, dans la valeur du « travail ». Pas celle qui va t'épanouir, mais celle qui équivaut à une lutte perpétuelle, où tu n'as clairement pas les mêmes armes que tes employeur.e.s pour défendre tes droits. Je savais que ce qui m'attendait ce n'était pas une partie de plaisir. Je me suis ainsi toujours méfiée des patron.ne.s et des riches (merci maman) et je déteste celles et ceux qui aspirent à le devenir.

Par ailleurs, j'ai joué sagement le jeu de la carrière en culture qui consiste progressivement à se faire sa « place ». Venant d'une famille sans aucun réseau dans le milieu culturel, je n'ai pas eu le choix de prendre le chemin stratégique du «travail gratuit ». J'ai travaillé bénévolement pour faire des montages d'expositions et de «l'accueil du public », qui équivaut à faire la job d'une caméra de surveillance dans la plupart du temps. Très rapidement, j'ai compris que les ordres me seront donnés principalement par des hommes, et ce, pour un bon bout de temps. Il a fallu, par exemple, que je prouve que j'étais capable d'utiliser mes bras et de gérer des oeuvres lourdes, ou d'utiliser des outils et mon cerveau. Je n'avais par contre pas le droit à l'erreur.

J'ai dû apprendre à côtoyer un milieu qui ne me ressemblait pas du tout. J'étais gouine, c'était clairement visible. Dans une foire d'art contemporain, une gouine c'est un peu vécu comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

En travaillant bénévolement, avec acharnement, j'ai fait les premières lignes de mon C.V. J'ai eu accès aux Écoles d'arts et à l'Université. Ayant été docilement formatée, je me souviens avoir même portée une jupe au vernissage de l'exposition de fin d'études de mon Master, ce que je ne fais jamais. Des années plus tard, j'ai enfin réussi à travailler en art sans avoir (autant) le sentiment de trahir mes convictions politiques. Être de gauche et graviter dans le monde de l'art, ça donne souvent envie de vomir. J'ai cumulé des stages pour boucler ma formation universitaire, j'ai travaillé dans des grandes villes, je l'ai fait gratuitement ou quasiment et j'ai vécu pendant de longs mois sur les canapés de mes ami.e.s. J'étais serveuse pour ramasser du *cash*, là aussi c'était jupe obligatoire (et oui au 21ème siècle).



L'IMPOSTEUR E ET LA FLÛTE DE CHAMPAGNE

La communauté féministe m'a sauvé dans ma vingtaine. La découverte de tout un pan de la culture queer et féministe m'a donné de l'énergie et beaucoup d'amour pour développer des événements hors des institutions dans lesquelles je me sentais imposteur E. En plus d'imposteur E prolo ET de région, j'étais imposteur E gouine, ça fait beaucoup pour pouvoir manger des petites bouchées dans les vernissages avec le sourire. On a toujours peur que ça se voit (et ça se voit).

Gouine rurale prolo, de la bouse sur les tapis rouges... c'était un peu ça mon *feeling* et je l'ai toujours en arrière de la tête, ce sentiment quand je serre la main à des messieurs prestigieux à cravate, directeurs de centres d'art.

J'ai compris très tardivement le rapport à la classe sociale dans le milieu de l'art et comment les pions se répartissaient réellement. Comment nous incorporons ce rapport de classe quoi que nous fassions. J'ai réalisé que ma communauté d'artistes, de chercheuses, d'enseignantes et d'autres travailleuses culturelles féministes était loin d'être diversifiée à tous points de vue, et ce aussi en terme de classe sociale. J'ai réalisé aussi que si j'avais une place dans la gang des pro-féministes en art, qui en gagnent leur vie, je n'aurais jamais certains codes. Les codes qui font que tu as l'assurance nécessaire de négocier ton salaire, que tu es complètement à l'aise de postuler pour des emplois à hautes responsabilités, tu ne les as pas et tu ne les auras jamais, parce que tu n'as pas baigné là-dedans toute petite. Baigner dans le sentiment d'être légitime tout le temps et partout, le sentiment que tout est possible parce que tu es valorisée dès le berceau.

J'ai compris que le travail gratuit et la précarité pour gravir les échelons et « faire sa place » à coup de pioches dans la pierre, ça c'était pas la réalité de tout le monde. J'ai compris que le travail gratuit en art comme ailleurs, c'est la *cerise sur le Sunday* du libéralisme. Ça filtre les plus vulnérables et ça répartit les cartes.

Qui peut travailler gratuitement et payer son loyer ? Qui peut faire du réseautage tous les soirs ? Qui peut passer ses journées dans son atelier ? Qui peut partir en résidence d'artiste durant des mois à l'autre bout du monde ? ... pas les précaires.

Bonne réponse !

SE SERRER LES COUDES - POUSSER DES COUDES

Presque 20 ans plus tard, je me rends compte que la bataille n'est jamais finie. Que les alliances féministes sont très dures à maintenir dans le milieu de l'art. Si les riches se tiennent et sont solidaires dans leurs réseaux bien ficelés, ça n'est pas forcément le cas pour les autres et ça n'est pas un hasard. Un milieu professionnel où les places sont rares et les personnes ont soif de reconnaissance (ou de pouvoir) ça n'est pas forcément le plus *safe* des contextes. On peut parfois constater que l'ambition de carrière équivaut parfois à pousser des coudes sans état d'âme pour faire son chemin, quitte à broyer du monde au passage, et ce, dans toutes les structures et organismes. Une des conséquences à cette réalité est que la communauté féministe et artistique, dans laquelle je gravite, est épuisée et que tout le monde a peur de perdre sa « place » ou d'éventuelles opportunités, tout en manquant clairement parfois de cohérence politique.

Le travail gratuit et la précarité nous ont passé.e.s dessus comme un train de marchandises. À cela s'ajoute forcément des guerres intestines où se mêlent traumas, pouvoirs, affects mélangés à la sauce politique anti-oppression, ça donne une belle bombe qui nous explose à la face les un.e.s après les autres. Nous sommes épuisé.e.s et nous nous déchirons.

Si tu tombes, *too bad*.

Pendant ce temps là, comme le mentionne Jack Halberstam dans son article « Tu me fais violence »¹, le capitalisme fait son travail en toute quiétude en nous regardant avec jubilation nous tirer dans les pattes: « *Est-ce cela, la fin du monde ? Quand des groupes de*

1. Jack Halberstam, « Tu me fais violence ! » *La rhétorique néolibérale de la blessure, du danger et du traumatisme*, traduit de l'anglais par Clémence Garrot et Suzanne Renard, Vacarme, 2015/3 (N°72), p.28-41.

personnes qui partagent une cause, des rêves utopiques et un même but se condamnent entre elles au lieu d'anéantir les banques et les banquiers, les politiciens et les parlements, les présidents d'université et les PDG ? (...) nous décidons des mesures disciplinaires, nous nous évinçons les un.e.s les autres de projets qui devraient nous unir, et nous nous réunissons en petits réseaux érotiques pétris d'autosatisfaction. »

Le travail gratuit, qu'il soit émotionnel ou militant, s'entremêle à la réalité des conditions de travail de l'art pour certain.e.s d'entre nous. Nous sommes fatigué.e.s et nous sommes loin d'être à égalité dans la lutte à la survie économique et sociale.

« ET TES PROJETS ? TU TRAVAILLES SUR QUOI EN CE MOMENT ? »

D'ailleurs, je souhaite adresser un mot au passage à ma communauté artistique à propos de cette fatigue, cet épuisement.

La coutume qui prévaut dans le milieu est de demander :

-« Alors toi tes projets, tu en es où ? Tu travailles sur quoi en ce moment ? »

Il faut arrêter ça.

Comme il faut arrêter de répondre le torse bombé :

-« Je travaille sur plein de projets et je suis débordée, c'est le fun. »

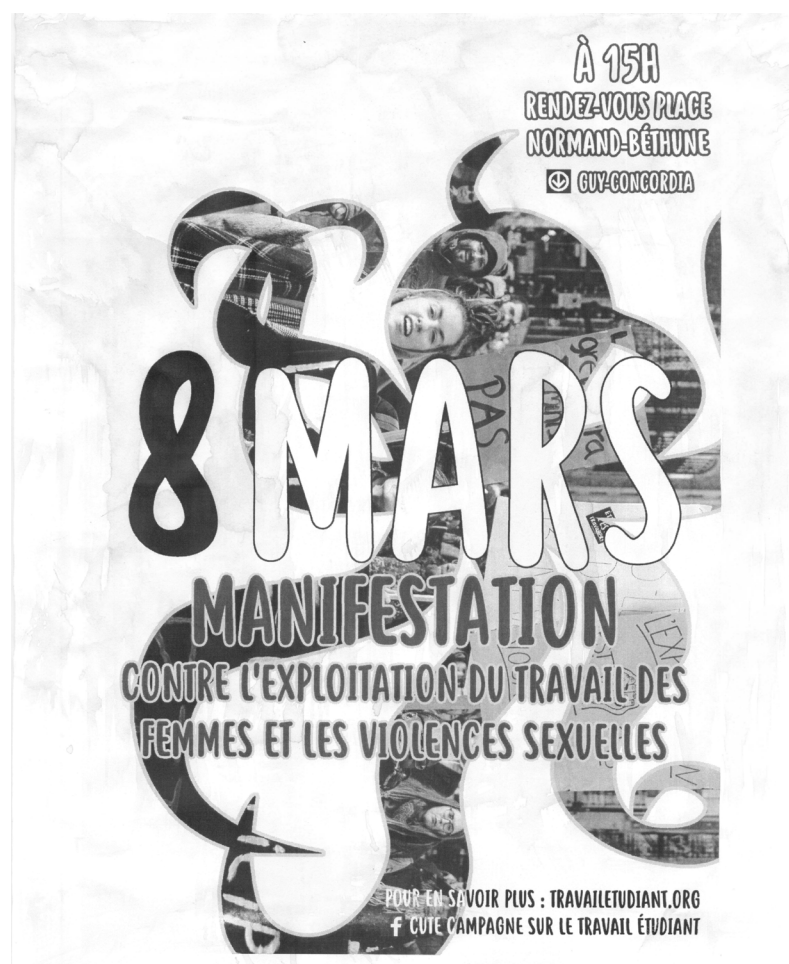
Parce que parfois ça cache un :

-« En ce moment, bah je passe ma journée en boule, j'avale des anti-dépresseurs le soir et je peux que lire du Agatha Christie et manger du mou. »

Cette communauté qui dénonce les méfaits du néolibéralisme se vante en même temps d'être débordée et en surcharge de travail, ce qui s'avérerait être une preuve de réussite de carrière artistique. Comme si le débordement de travail était un gage de crédibilité ou bien d'une pratique de qualité. Il y a des réalités qui font que tu es broyée et cassée par ton travail. Les causes peuvent être multiples, un accident, une dépression, un *burn out* ou du harcèlement. Faire le paon avec sa biographie à chaque interaction sociale, cela va pourtant à l'encontre des convictions

progressistes dont le milieu artistique se prétend être généralement l'étendard et des valeurs de solidarité et de caring défendues par la communauté féministe. On fait quoi des personnes fatiguées, brûlées, cassées par le travail de l'art ? C'est le temps d'ouvrir une discussion collective sur ce tabou et de donner des espaces de reconnaissance, de paroles et de réparation pour ces personnes.

Si être rémunéré.e est un droit fondamental pour lequel il faut se battre, il est urgent également de prendre le temps nécessaire pour évaluer collectivement notre rapport au travail, à la structuration des institutions et à la répartition des rôles, des responsabilités, en tant qu'artiste ainsi que travailleuse et travailleur culturel.le et militant.e. C'est pour cela que voir s'organiser un mouvement contre les stages gratuits en art est une excellente nouvelle; la lutte contre les stages gratuits va participer pleinement à une prise de conscience absolument nécessaire du milieu.



LES MOUVEMENTS POUR UN SALAIRE ÉTUDIANT

UN COMBAT POUR LA LÉGITIMITÉ ÉCONOMIQUE

DES PERSONNES EN FORMATION

Aurélien Casta, *sociologue, économiste, syndicaliste et membre de l'association Réseau salariat (France)*

1.-Sur la plupart des éléments présentés dans ce texte, on pourra se reporter à Aurélien Casta, *Un salaire étudiant. Financement et démocratisation des études*, La Dispute, Paris, 2017. Le texte reviendra surtout sur le cas de la France où un projet de salaire étudiant a failli être adopté en 1951 par l'Assemblée nationale. Ayant une connaissance beaucoup plus récente de la situation nord-américaine, les réflexions sur le mouvement québécois sont surtout des hypothèses dont le but est d'alimenter la discussion.

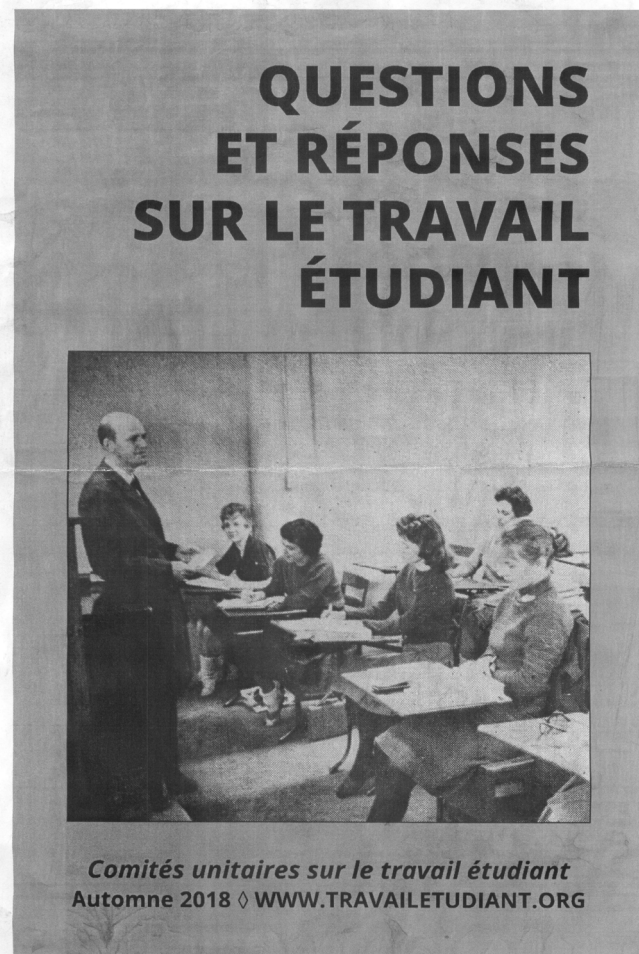
2. Sur ce point, j'ai eu l'occasion en observant les situations britanniques et françaises de constater, comme les CUTE, que défendre la prétendue «autonomie» du savoir universitaire est une impasse stratégique notamment parce que ce mot d'ordre laisse le champ libre aux argumentaires très économiques des défenseurs de la hausse des frais d'inscription et du développement des prêts étudiants.

3. Évoquons en vrac le contexte politique très favorable dans la France de l'après-guerre, les effectifs d'étudiants et surtout d'étudiantes très faibles, l'enracinement du syndicat étudiant dans les mouvements de la résistance contre l'occupant nazi ou encore la proximité qu'il a cultivée avec les partis communiste, socialiste et chrétien-démocrate.

Les grèves menées actuellement au Québec rappellent à plus d'un titre les mobilisations syndicales en faveur du salaire étudiant conduites dans les années 1940 en France sous l'impulsion de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et dans les années 1970 au Royaume-Uni dans le cadre du National Union of Students (NUS)¹. Certes, vue de France et du Québec, la critique par les membres des CUTE des stratégies et organisations privilégiées par les syndicats étudiants depuis les années 2000 et pendant la mobilisation de 2012 peut sembler féroce et justifiée². Plus fondamentalement, les CUTE ont choisi de défendre le salaire étudiant en dénonçant en premier lieu la non-rémunération des personnes étudiant dans les filières les plus féminisées. En procédant de la sorte, les comités ont privilégié une entrée plus féministe* que celle qui avait été privilégiée par les syndicats ouest-européens. Bien entendu,

le parcours des personnes et groupes mobilisés est radicalement différent de par les contextes nationaux et historiques³. Plutôt que de revenir sur ces différences, le texte insistera davantage sur les similitudes entre le mouvement étudiant en France et au Québec, car elles nourrissent la réflexion sur le salaire étudiant. Elles alimentent également la discussion entre les mouvements ouest-européen (Union syndicale étudiante en Belgique, Solidaires étudiant-e-s en France et SUD étudiant-e-s et précaires en Suisse)

et nord-américain voire même contribuent à l'identification d'axes communs de mobilisation.



LES SIMILITUDES STRATÉGIQUES DE DEUX MOUVEMENTS

Évoquons d'emblée les ressemblances qui apparaissent comme les plus marquantes. Ces ressemblances vont au-delà de la revendication d'un salaire étudiant et portent à la fois sur les modes d'action et les horizons revendicatifs des groupes mobilisés : recours à la grève ; temporalité et stratégie assez longues de la mobilisation (plusieurs années) ; volontés de rassembler les

forces étudiantes et d'imposer une rupture stratégique dans le mouvement étudiant ; tentative de concilier la popularisation d'un horizon concret et désirable – le salaire étudiant ou la rémunération des stages – et une transformation plus profonde des mentalités ; revendication d'une gratuité totale de la formation et lutte contre les frais d'inscription ; volonté de présenter les études et la formation comme un travail ; références à la Charte de Grenoble adoptée en 1946 par l'UNEF ; volontés de remettre en cause la division entre l'acquisition et la mise en pratique des connaissances, entre le travail manuel et le travail intellectuel ; tentative d'une reprise en main des lieux d'études par les personnes en formation ; volontés de transformations radicales enfin tant au sein de l'enseignement qu'en dehors puisque dans les deux cas, on souhaite s'attaquer à des systèmes d'oppression globaux comme le capitalisme dans la France des années 1940 et bien plus encore au Québec actuellement⁴. Je me contenterai ici de revenir sur l'une de ses similitudes encore centrale dans les mobilisations pour le salaire étudiant avant de présenter ce qui me semble être deux points d'accord possibles entre les mouvements ouest-européen et nord-américain.

UNE LUTTE POUR LA LÉGITIMITÉ ÉCONOMIQUE DES PERSONNES EN FORMATION

Cette similitude est la suivante : aujourd'hui comme après-guerre, le souhait des étudiant.e.s en lutte pour le salaire étudiant est de faire des personnes en formation des acteurs et actrices économiques légitimes. Cette forte conviction marque à mes yeux la volonté de contribuer à un renversement des rapports de pouvoir qui ne se limite pas à la sphère politique (et par le fait même électorale). En effet, cette volonté de renversement porte aussi sur la sphère économique. Ce souhait se retrouve dès l'après-guerre en France. Trois orientations prises alors par l'UNEF et ses allié.e.s illustrent le changement de vocabulaire et de point de vue sur l'économie et sur les frontières du travail productif de valeur⁵.

Premièrement, toute la mobilisation de l'après-guerre visait à se battre pour faire accepter que les personnes en études travaillent et sont des « travailleurs » comme le proclame la Charte de Grenoble. Et cela au sens de « leur qualité présente » de « travailleur » et non pas au titre de leur statut futur de travailleur comme les promoteurs et promotrices des prêts les y invitaient déjà pour mieux leur dénier le droit au salaire. Deuxièmement, on comparait les étudiant.e.s à d'autres catégories de travailleur.se.s dont le rôle dans la sphère économique apparaissait comme incontestable. Après-guerre, il est par exemple arrivé que les ouvrie.re.s et les étudiant.e.s soient mis.e.s sur le même plan. L'utilité sociale immédiate de leur activité était promue et on défendait une reconnaissance conjointe et économique de ces deux types de travaux. Troisièmement, les luttes de l'après-guerre se sont confrontées aux conceptions dominantes de la valeur et du travail productif. Elles ont en effet légitimé le salaire étudiant au titre des productions concrètes des personnes en formation. Ces luttes ont surtout justifié ce salaire au titre de l'existence d'une valeur économique immédiate et non capitaliste qui était incarnée par la fonction publique d'État et la sécurité sociale et qui était distinguée de la valeur capitaliste des études.

Malgré toutes les différences et nuances qui peuvent exister entre les mobilisations nord-américaines et ouest-européennes⁶, ces trois orientations et ce changement de vocabulaire et de point de vue se retrouvent actuellement au Québec. On peut observer également que ces orientations et ce changement s'insèrent depuis de nombreuses années dans les cahiers revendicatifs des trois syndicats étudiants français, belge ou suisse évoqués plus haut.

DEUX POINTS D'ACCORD POSSIBLES

Ces orientations communes aux deux mouvements révèlent sans doute deux points d'accord.

4. J'ai bien remarqué qu'en plus du capitalisme, le patriarcat, le racisme, l'homophobie et d'autres formes de discriminations liées à l'identité de genre ou l'orientation sexuelle faisaient l'objet d'une critique radicale qui se nourrit notamment des stratégies élaborées pendant la campagne du salaire au travail ménager.

5. Des orientations semblables avaient été prises par l'Union générale des étudiants du Québec une quinzaine d'années plus tard, dans les années 1960. Voir David Jules, « L'erreur du syndicalisme étudiant », *CUTE Magazine*, Hiver 2017, <https://dissident.es/1lerreur-du-syndicalisme-etudiant/>

6. Je crois avoir compris par exemple que ce sont davantage les travailleuses non payées ou très peu rémunérées qui font référence au Québec.

7. C'est sans doute ce point qui a nourri la critique des errements stratégiques des syndicats étudiants qui ont fini par délaïsser la revendication du salaire étudiant pour défendre l'autonomie du savoir. Dans un autre style, l'association Réseau salariat qui échange assez souvent avec les syndicats étudiants ouest-européens favorables au salaire étudiant a pris l'habitude de critiquer les différents projets de «revenu de base» ou de «universal basic income» parce qu'ils relativisent ou oublient les enjeux politiques du salaire. Enfin, dire que le salaire est un enjeu central des luttes ne veut pas dire qu'il doit être le point unique de discussion et de mobilisation. Plusieurs textes des CUTE sur le harcèlement sexuel ou encore la défense d'autres modes de mobilisation plus démocratiques montrent bien que la lutte pour le salaire peut nourrir et se nourrir d'autres luttes menées en parallèle.

Le premier point d'accord est le constat de part et d'autre que le salaire est le nœud d'un ou de plusieurs rapports de pouvoir et qu'il est un enjeu central de mobilisation⁷. En effet, l'absence de salaire contribue à naturaliser l'oppression réelle que subissent les personnes en formation aux côtés d'autres couches de travailleur.se.s. Cette absence n'est pas sans effets sociologiques sur le groupe étudiant et probablement sur d'autres. Ces effets ont encore aujourd'hui un caractère très pesant. Dans les sociétés actuelles, beaucoup de groupes défendent régulièrement l'idée que les personnes en formation ne travaillent et ne produisent pas. On peut penser que cette idée a fini par être intégrée par les étudiant.e.s et que c'est notamment pour cette raison que ce groupe social peut avoir du mal à se penser comme un acteur économique légitime. L'absence de salaire, outre qu'elle contribue à la cohésion interne du groupe étudiant, peut être aussi le levier de mobilisations qui vont bien au-delà de ce groupe. Notamment lorsque cette absence est repérée et comprise par les personnes sans salaire comme un refus et le signe d'oppressions globales subies par des personnes qui sont en formation et par d'autres qui ne le sont pas. Alors la voie est ouverte à des mobilisations susceptibles de contribuer à la remise en cause de cette absence et des oppressions subies.

Le second point d'accord est sans doute le refus systématique de jouer le jeu de la victimisation économique imposée aux personnes qui ne touchent pas de salaire notamment parce qu'elle a la victimisation politique pour corollaire. Refuser le statut de

victime du système économique ou le statut de « pauvre » vise bien sûr à conforter et à approfondir l'idée que toutes et tous les sans-salaire et les personnes en formation sont des travailleur.se.s. Des producteurs et des productrices dont la légitimité économique est égale à celle de leur conjoint.e, des capitalistes et des personnes qui touchent un salaire. Ce refus contribue aussi à considérer que les sans-salaire et les personnes en formation sont des acteurs et des actrices politiques à part entière. Il contribue à considérer que les sans-salaire sont comme les personnes salariées capables de changer radicalement le fonctionnement de l'économie, de remettre en cause ses fondements patriarcaux ou capitalistes. À ce titre, refuser le statut de victimes revient également pour ces groupes sociaux à se convaincre qu'ils sont en mesure de se mobiliser et d'obtenir eux et elles aussi le droit au salaire ainsi que d'autres gains, à la fois politiques et économiques.

À n'en pas douter, ces deux points d'accord se complètent l'un l'autre. Ils pourraient être repris, voire approfondis, et nourrir des campagnes internationales en faveur de la rémunération des stages et du salaire étudiant.

** Une version longue de ce texte se retrouve sur la plateforme Dissident.es. Elle revient notamment plus en détails sur le courant de pensée du salaire au travail ménager qui apparaît comme la principale source d'inspiration des CUTE et aussi sur le courant de pensée du salaire à vie qui a nourri les réflexions syndicales européennes les plus récentes.*

**TOUS LES TEXTES DU
CUTE MAGAZINE
SERONT MIS EN
LIGNE AU COURS
DES PROCHAINES
SEMAINES SUR**

dissident.es

AN OPEN LETTER TO THE STUDENT WORKERS OF QUÉBEC

Ross Perlin, *writer, linguist and author of Intern Nation: How to Earn Nothing and Learn Little in the Brave New Economy (USA)*

You know it already – the last few decades have seen an explosion of precarious, temporary, part-time, seasonal and contract-based work arrangements, and above all the rise of internships. We wanted autonomy, flexibility, and creativity in our work, but all too often what came instead was exploitation, inequality, insecurity, a vanishing horizon.

Every year, millions of interns work around the world, unpaid or underpaid, with few workplace protections or benefits, generating billions in profits for their employers. Youth unemployment, the cost of education, student debt, and intergenerational inequality are all at or near record levels. Women and minorities feel a disproportionate impact – and when you have to “pay to play”, the range of voices in society grows narrower. Meanwhile, the traditional milestones of adulthood recede further and further from view as we drift from “opportunity” to “opportunity”, becoming serial interns in a world where entry-level jobs are disappearing, where the basic ethic of a fair wage for a hard day’s work is disappearing.

I began work on Intern Nation over a decade ago in order to shine a light on the massive, previously invisible intern economy and its wider impacts. Since then, current and former interns around the world have started talking and, with great difficulty, rising up: lawsuits in New York, protests in Geneva, legislation in Europe, organizing in Australia. The demand is simple and powerful and popular: the overturning of a system of unpaid internships, abetted by schools and governments, that turns simultaneously on privilege and exploitation. Work should be paid, no matter who is doing it, and the transition from school to work should be an equitable one.

In this spirit, I write in support of the work of the Comités Unitaires sur le Travail Étudiant and the tremendous movement-building I understand is now taking place across Québec. I wish you courage and success as you challenge a broken status quo and take whatever measures are necessary, including an intern strike, to achieve justice.

Solidarité,
Ross Perlin



POUR LA FIN DU TRAVAIL GRATUIT : GRÈVE DES FEMMES DE LA MAISON À L'ÉCOLE !

APPEL ÉTUDIANT POUR SE JOINDRE À LA GRÈVE DES FEMMES

CONTRE LE TRAVAIL GRATUIT

Depuis maintenant quelques années, les femmes appellent à la grève pour dénoncer l'exploitation de leur corps, de leur temps et pour visibiliser collectivement ce que signifierait l'arrêt de leur travail, à l'intérieur comme à l'extérieur de la maison. Des femmes, on s'attend à ce qu'elles accomplissent gratuitement les tâches de soins et d'éducation et le travail affectif qui leur est associé. Ce travail leur reviendrait par nature, parce qu'elles auraient une propension «naturelle» à soigner, éduquer et un penchant pour la dévotion. Or, il faut résister à ce cadre patriarcal dans lequel on essaie de les enfermer ! Dans la sphère domestique, comme à l'école, dans la chambre à coucher, dans les milieux de travail et trop souvent dans les milieux militants, partout le temps des femmes et leur corps sont appropriés de diverses façons afin d'en exploiter gratuitement le travail. Un continuum d'exploitation patriarcale qui les place dans une situation de grande vulnérabilité vis-à-vis des patrons, des conjoints, des parents et des professeurs qui affectent leur santé mentale et physique. Cette situation n'a que trop duré, il est temps de se mobiliser contre le travail gratuit !

Car c'est bien de travail gratuit dont on parle, lorsqu'on demande aux femmes d'effectuer certaines tâches qui profitent à d'autres, sans contrepartie, ni sans reconnaissance sociale ou économique de cette contribution. Et dans les institutions d'enseignement, c'est bien selon les mêmes rhétoriques que l'on justifie toutes les heures de travail en formation. Une formation, en stage, en apprentissage ou à l'école qui permet aux employeurs privés, publics ou sans but lucratif de capter et de s'en approprier le résultat. En effet, on nous demande, aux étudiants et aux étudiantes, aujourd'hui plus nombreuses sur les bancs d'école, d'effectuer ce travail gratuit en nous promettant un meilleur accès à un emploi, qui restera, pour beaucoup d'entre nous, précaires et à durée déterminée.

Pour nous faire accepter ce travail gratuit, toutes les justifications sont utilisées : les expériences acquises lors de nos formations nous permettent de côtoyer les meilleur.e.s de l'industrie, les plus créatif.ive.s, les plus innovant.e.s. Dans les domaines de soins (du care), où toujours plus de femmes sont présentes, c'est par l'amour des autres et la vocation qu'on essaie de nous conditionner. On nous répète également sans cesse le « plaisir d'apprendre » pour occulter le travail effectué quotidiennement. Ce faisant, on tente de nous convaincre qu'il s'agit en fait d'un « privilège » de travailler sans être payé.e. Et puisque l'éducation serait un investissement personnel pour l'avenir, ce serait à nous de payer les frais de scolarité toujours de plus en plus élevés. Mais comment trouver les moyens de travailler sans être payé.e ?

C'est dans cette perspective que nous allions la lutte des étudiant.e.s pour le salaire étudiant ainsi que la lutte pour la rémunération des stages à la mobilisation collective des femmes contre la réduction historique de leur travail à une activité sans valeur productive. La population étudiante constitue de plus en plus un bassin de travailleuses qui sert de main d'œuvre bon marché dans une économie qui demande sacrifices et exploitation. Les employeurs sont complices de cette logique en profitant du roulement d'étudiant.e.s pour maintenir des salaires peu élevés.

POUR UNE RECONNAISSANCE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

La rémunération du travail gratuit, que ce soit dans les milieux de formation, au travail ou à la maison, est un pas de plus vers une émancipation et une autonomie économique. La valorisation et la reconnaissance de ce travail productif et reproductif permet de rééquilibrer les rapports de pouvoir. Un salaire étudiant peut permettre aux étudiant.e.s d'envisager leur formation sans l'accumulation de petits jobs, souvent précaires et d'accéder à des conditions de formation plus décentes. Mais c'est aussi soulager les jeunes travailleurs et travailleuses en formation de l'emprise des banques et notamment des prêts étudiants qui commencent souvent dès la sortie de l'école secondaire. Légitimer l'autonomie économique des femmes, c'est bouleverser un système oppressif où les femmes sont infériorisées et contribuer à la lutte pour le droit à l'égalité.

Les femmes et les personnes appartenant aux minorités sexuelles et de genre, en particulier lorsqu'elles et ils sont racisé.e.s ou sans statut, sont les premières à vivre le harcèlement et les violences sexuelles. Dans la rue, au travail, à l'école, elles sont exposées quotidiennement au sexisme et aux violences verbales et physiques, trop souvent sans recours ou sans protection légale pour se défendre contre celles-ci. Ce système de domination se retrouve à tous les niveaux de la société, y compris dans les institutions d'enseignement où les femmes continuent d'être dévalorisées et opprimées dans un environnement qui devrait pourtant être égalitaire et sécuritaire. Entre la peur de ne pas être crue, celle des menaces et représailles d'une entreprise ou de la mise en échec scolaire de la part d'un établissement, la dénonciation est souvent un parcours long et difficile dans lequel s'engage peu de victimes/survivantes et les sanctions sont souvent inexistantes. La reconnaissance économique et sociale de leur travail est un pas de plus vers l'autonomie des femmes. Elle leur permet de se protéger, de se soutenir et de s'épanouir au sein d'une société où leur travail serait reconnu et les violences sexuelles sanctionnées. On se donne le pouvoir de transformer les rapports de force politiques et économiques existants.

En se réappropriant les outils de la grève, nous invitons les étudiant.e.s à se joindre à la grève des femmes, travailleuses, chômeuses, apprenties, sans salaire, indépendantes et celles qui reçoivent des allocations. En politisant l'activité étudiante, en l'identifiant comme un travail, nous invitons donc les étudiant.e.s et autres groupes sociaux à réfléchir et discuter de l'exploitation du travail des femmes et d'aborder de front l'étendue du travail reproductif gratuit et ses implications dans l'accumulation capitaliste au sein de la division internationale du travail. Comme le soulignait l'appel à la grève de *NiUnaMenos*, la force de notre mouvement est dans les liens que nous tissons entre nous¹. Et, pour ce faire, nous devons nous organiser pour développer un rapport de force et pour tout changer.

En France, en Suisse, en Belgique, au Québec comme ailleurs, les choses doivent changer. Mobilisons-nous !

SIGNATAIRES

SUD Étudiant-e-s et Précaires – Suisse

Union syndicale étudiante (USE) – Belgique

Solidaires étudiant-e-s – France

Comités unitaires sur le travail étudiant- Comité pour la rémunération des stages et des internats

(CUTE - Université de Montréal, CUTE - Cégep du Vieux Montréal, CUTE - Université du Québec à Chicoutimi, CUTE - Université du Québec à Montréal et CRIS - Université du Québec en Outaouais)

1. Appel à la grève internationale des femmes écrit par le collectif argentin *Ni Una Menos*, <https://ctjournal.org/index.php/criticaltimes/article/view/24/22>

ÊTRES INVISIBILISÉS

Protéger la vie en silence
Résilience d'accepter ce silence
Crier avec la force tranquille de savoir se tenir
Sacrifiées au nom de la vie
Vendues au nom de la guerre
Courageuses, braves, grandes, héroïnes
Emprisonnées dans un rôle de bonne, de bonne femme, de bonne à marier, de bonne à baiser
Celles qu'on culpabilise de jouir ou de dire « c'est assez! »
Celles qui ont dû souffrir
Celles qui souffrent encore
À ces personnes capturées
À ces êtres effacés, retirés, isolés, bâillonnés
Votre travail invisibilisé, important comme le souffle
À ces personnes qui donnent la liberté qu'on leur prive
Ce souffle qu'on leur coupe
À ces bonnes mères à bout de nerfs
Votre travail invisibilisé, important comme le souffle

Le monde ne sait pas encore vous voir dans tout votre être
Soufflez, soufflez, plus fort, soufflez, soufflez encore
À vous appartient le vent qui tourne
Tout le monde prend conscience de l'air
Quand le vent souffle
À nous de vous voir, de sentir votre souffle

STELLA ADJOKÉ
Artiste, auteure-compositrice-interprète.
Travail invisible, éditions Remue-ménage, 2018

ISSN 2560-6565 (imprimé/ print)
ISSN 2560-6557 (en ligne/ online)